

Rapport de conjoncture de la section 32 « Mondes anciens et médiévaux » 2014

Version longue

Pierre MORET (président de section) ; Aude MAIREY (secrétaire scientifique) ; Dany BARRAUD ; Pascal BURESI ; Laurent COULON ; Thomas DESWARTE ; Philippe DILLMANN ; Bruno FAJAL ; Isabelle HAIRY ; Valérie HUET ; Mariagrazia MASETTI-ROUAULT ; Thierry PECOUT ; Isabelle PERNIN ; Claude POUZADOUX ; Évelyne PRIOUX-BRUNET ; Hara PROCOPIOU ; Jérémie SCHIETTECATTE ; Laurent SCHNEIDER ; Romain TELLIEZ ; Alexandre TESTE ; Dominique VALERIAN.

Sommaire

1. Les structures et le financement de la recherche

- 1.1. Les unités de la section 32
- 1.2. Les structures de la recherche à l'étranger
- 1.3. Les effets (dé)structurants des « initiatives d'excellence »
- 1.4. La recherche sur projet
 - 1.4.1. *Les financements par l'ANR (Agence nationale de la recherche)*
 - 1.4.2. *Les financements par l'ERC (European Research Council Grants)*
 - 1.4.3. *Le financement de l'archéologie par le Ministère des Affaires Étrangères*

2. Les personnels de la recherche

- 2.1. Les chercheurs de la 32
 - 2.1.1. *Une évolution démographique inquiétante*
 - 2.1.2. *Des recrutements en augmentation, mais très insuffisants*
 - 2.1.3. *Recrutements et affectation des chercheurs*
 - 2.1.4. *Un rapport hommes-femmes équilibré, mais des disparités selon les grades*
- 2.2. Personnels de recherche par grands champs disciplinaires
 - 2.2.1. *L'Orient ancien et l'Afrique subsaharienne*
 - 2.2.2. *Égypte pharaonique et copte*
 - 2.2.3. *Langues et littératures anciennes (section 8 du CNU)*
 - 2.2.4. *Antiquité gréco-romaine (section 21 du CNU)*
 - 2.2.5. *Moyen Âge (histoire, archéologie, histoire de l'art, littérature)*
- 2.3. Quelques observations sur la situation des IT de la section 32
- 2.4. Les personnels de l'archéologie

3. Champs et tendances de la recherche

- 3.1. La recherche à l'ère du numérique
- 3.2. Évolutions, recompositions
 - 3.2.1. *Orient ancien*
 - 3.2.2. *Égyptologie*
 - 3.2.3. *Antiquité gréco-romaine*
 - 3.2.4. *Monde byzantin*
 - 3.2.5. *Islam*
 - 3.2.6. *Moyen Âge occidental*
 - 3.2.7. *Archéométrie*
- 3.3. La dimension internationale de la recherche française
 - 3.3.1. *Langues de publication*
 - 3.3.2. *Visibilité internationale de la recherche française sur l'Antiquité et le Moyen Âge*

Annexe : Projets ANR liés à la section 32 (2005-2013)

Introduction

Le domaine de la section 32 est celui de l'Antiquité et du Moyen Âge considérés dans toute leur diversité, y compris la protohistoire entendue comme l'étude des cultures utilisant l'écriture ou connues par des sources écrites. D'un point de vue méthodologique et disciplinaire, elle accueille l'archéologie, l'histoire, la philologie, l'histoire de l'art et la musicologie. Géographiquement, elle embrasse l'Europe, le Proche et le Moyen Orient, l'Asie et l'Afrique.

Au moment où l'emploi scientifique est gravement menacé dans notre pays par des politiques publiques à courte vue, la section 32 a souhaité dresser un état des lieux mettant l'accent sur les menaces que les mutations en cours font peser sur nos domaines de recherches, souvent plus fragiles que d'autres lorsqu'ils relèvent, selon le terme récemment consacré, des « disciplines rares ». Tendances démographiques préoccupantes au CNRS comme à l'université, impact non maîtrisé des financements sur projets, recomposition des structures de la recherche aux échelles nationale et régionale, situation précaire du réseau d'unités à l'étranger, nouveaux outils de diffusion et de publication : ce ne sont pas seulement la pratique et les modalités de la recherche dans les sciences de l'Antiquité et du Moyen Âge qui en sont affectées, c'est leur pérennité qui est en jeu.

1. Les structures et le financement de la recherche

1.1. LES UNITES DE LA SECTION 32

Au printemps 2014, 38 unités sont rattachées à la section 32 comme section principale : 21 Unités mixtes de recherche (UMR), 1 Unité propre de recherche (UPR), 10 Unités de service et de recherche (USR), 1 Unité propre de service (UPS), 1 Fédération de recherche (FR) et 4 Groupements de recherche (GDR) :

- Liste des unités

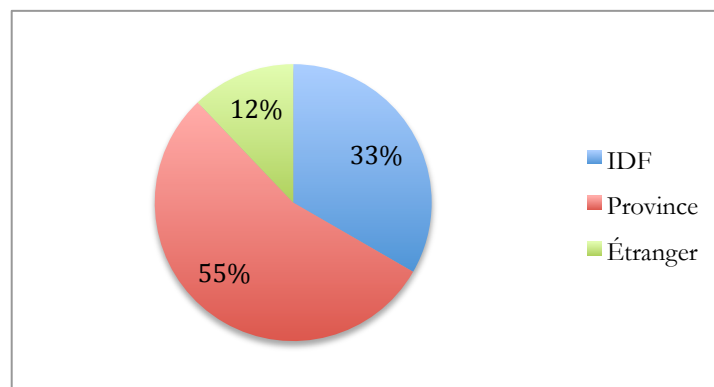
- UMR 5060 – Institut de recherche sur les archéomatériaux (IRAMAT), Bordeaux-Belfort-Orléans
- UMR 5136 – France méridionale et Espagne (Framespa), Toulouse
- UMR 5138 – Archéométrie et archéologie, Lyon
- UMR 5189 – Histoire et sources des mondes antiques (Hisoma), Lyon
- UMR 5607 – Ausonius : Institut de recherche sur l'Antiquité et le Moyen Âge, Bordeaux
- UMR 5648 – Histoire, Archéologie, littératures des mondes chrétiens et musulmans médiévaux (Ciham), Lyon
- UMR 6273 – Centre Michel de Boüard (Craham), Caen
- UMR 7041 – Archéologie et Sciences de l'Antiquité (Arscan), Nanterre
- UMR 7044 – Étude des civilisations de l'Antiquité (Archimède), Strasbourg
- UMR 7192 – Proche-Orient, Caucase : langues, archéologies, cultures, Paris
- UMR 7297 – Centre Paul Albert Février – Textes et documents de la Méditerranée antique et médiévale, Aix-en-Provence
- UMR 7298 – Laboratoire d'archéologie médiévale et moderne en Méditerranée (LA3M), Aix-en-Provence
- UMR 7299 – Centre Camille Jullian – Histoire et archéologie de la Méditerranée, Aix-en-Provence
- UMR 7302 – Centre d'études supérieures de la civilisation médiévale (CESCM), Poitiers
- UMR 7528 – Mondes iranien et indien, Ivry-sur-Seine
- UMR 8164 – Histoire, Archéologie, Littérature des Mondes Anciens – Institut de Papyrologie et d'Égyptologie de Lille (Halma-Ipel), Lille
- UMR 8167 – Orient et Méditerranée, textes, archéologie, histoire, Ivry-sur-Seine
- UMR 8210 – Anthropologie et Histoire des Mondes Antiques (Anhima), Paris
- UMR 8546 – Archéologie d'Orient et d'Occident et Sciences des textes (Aoroc), Paris

- UMR 8584 – Laboratoire d'Études sur les Monothéismes (LEM), Villejuif
 - UMR 8589 – Laboratoire de Médiévistique occidentale de Paris (LaMOP), Paris-Villejuif
 - UPR 841 – Institut de recherche sur l'histoire des textes (IRHT), Paris-Orléans
 - USR 3125 – Maison méditerranéenne des sciences de l'homme, Aix-en-Provence
 - USR 3133 – Centre Jean Bérard, Naples
 - USR 3134 – Centre d'études alexandrines (CÉAlex), Alexandrie
 - USR 3135 – Institut français du Proche-Orient (IFPO)
 - USR 3155 – Institut de recherche sur l'architecture antique (IRAA), Aix-en-Provence
 - USR 3172 – Centre franco-égyptien d'étude des temples de Karnak (CFEETK)
 - USR 3224 – Centre de recherche sur la conservation des collections (CRCC), Paris
 - USR 3225 – Maison René Ginouvès, Archéologie et Ethnologie, Nanterre
 - USR 3439 – Maison de l'Orient et de la Méditerranée – Jean Pouilloux (MOM), Lyon
 - USR 3516 – Maison des Sciences de l'Homme de Dijon
 - UPS 3551 – Archéovision, Pessac
- Liste des fédérations et groupements de recherche
 - FR3383 – Fédération des sciences archéologiques de Bordeaux
 - GDR 3177 – Diplomatique (2007-2015)
 - GDR 3279 – Théâtre antique : textes, histoire et réception (2009-2017)
 - GDR 3433 – Les Capétiens et leur royaume (937-1328) : dynamiques territoriales, administratives et documentaires (2011-2014)
 - GDR 3434 – Mondes Britanniques (2011-2014 ; dépend de la section 33 depuis le printemps 2014)
 - Suppression d'unités depuis 2010
 - ERL 7229 – Moyen Âge, Nancy, supprimée le 31 décembre 2013
 - USR 710 – L'année épigraphique, Villejuif, intégrée le 1^{er} janvier 2014 au sein de l'UMR Anhima
 - On compte également 39 unités ou groupements ayant un rattachement secondaire en 32 : 1 UPR, 19 UMR, 14 USR, 1 UMI, 1 UPS, 1 UMS et 2 FR. Parmi les UMR, 11 d'entre elles accueillent un ou plusieurs chercheurs de la 32.

Hormis les deux suppressions signalées ci-dessus, la liste des unités de la section 32 est stable depuis les regroupements qui ont conduit en 2006 et en 2010 à la création des UMR 8167, Orient et Méditerranée, et 8210, Anhima.

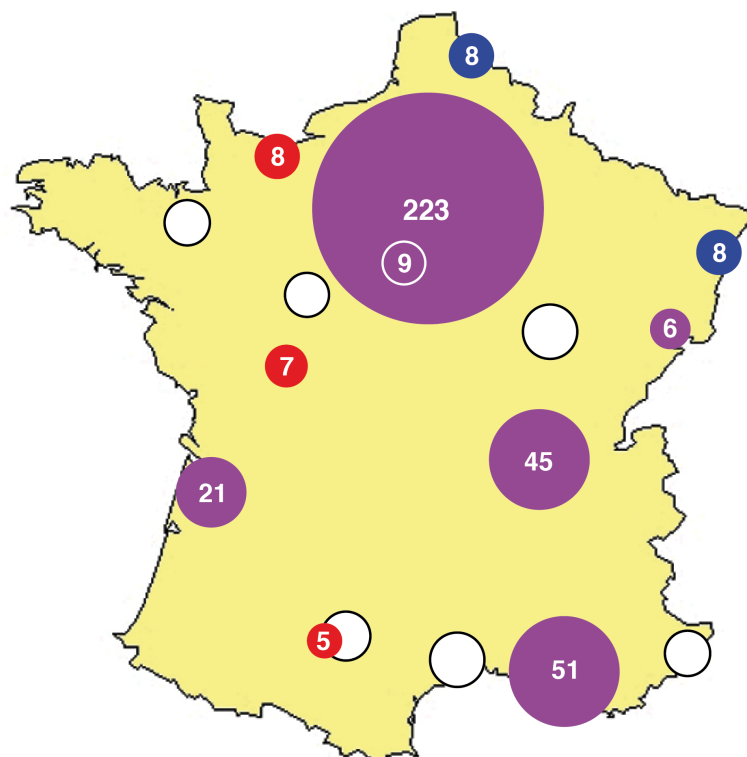
• Répartition géographique des unités en rattachement principal

La répartition géographique des unités est relativement équilibrée : la moitié en province, un tiers en région parisienne et 12% à l'étranger (graphique 1).



Graphique 1 – Répartition géographique des unités en rattachement principal

On observera cependant que les unités parisiennes, étant en moyenne de plus grande taille que les autres, regroupent 58% des chercheurs et 45% des ingénieurs et techniciens CNRS (carte 1).



Carte 1 – Effectifs cumulés par sites des UMR et UPR en rattachement principal à la section 32 (chercheurs 32 + IT CNRS). Bleu : Antiquité ; rouge : Moyen Âge ; violet : toutes périodes. Blanc : unités à rattachement principal en section 31, comprenant des chercheurs de la section 32.

• Effectif des unités en rattachement principal

Tableau 1 – Effectif des unités en rattachement principal (d'après Labintel, mai 2014)

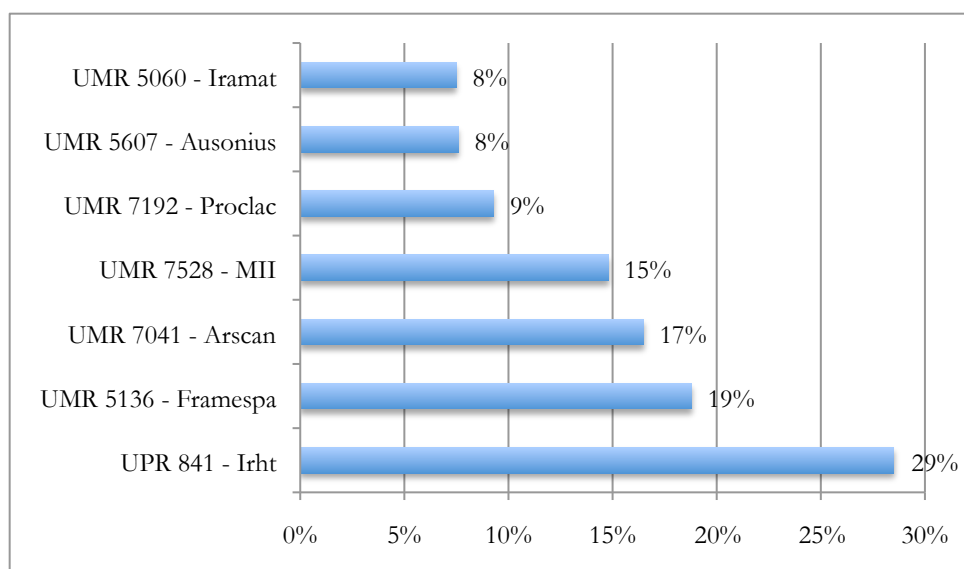
Unités	Chercheurs de la 32	Autres chercheurs et EC	IT ¹	Doctorants	Non-permanents ²	Total
UMR 5060 - Iramat	9	33	20 (31)	9	6	79
UMR 5136 - Framespa	2	95	3 (4)	56	36	191
UMR 5138 - ArchéoM	5	10	13 (21)	22	1	54
UMR 5189 - Hisoma	11	73	7 (16)	59	5	153
UMR 5607 - Ausonius	5	50	6 (12)	46	9	117
UMR 5648 - Ciham	5	62	4 (6)	39	7	114
UMR 6273 - Craham	1	38	7 (15)	24	0	77
UMR 7041 - Arscan	18	159	18 (23)	307	97	586
UMR 7044 - Archimède	3	41	5 (17)	58	2	118
UMR 7192 - Proclac	5	35	1 (2)	5	4	43
UMR 7297 - PA Février	2	18	2 (2)	11	1	32
UMR 7298 - La3M	7	21	10 (11)	36	1	69
UMR 7299 - C. Jullian	10	52	20 (20)	32	2	106
UMR 7302 - CESC	1	33	(6) 16	40	1	90
UMR 7528 - MII	1	30	4 (5)	28	11	74
UMR 8164 - Halma-Ipel	3	79	5 (10)	41	1	131
UMR 8167 - O&M	25	119	(25) 30	222	17	388
UMR 8210 - Anhima	5	64	10 (13)	95	2	174

¹ Le premier nombre est celui des IT CNRS et le nombre entre parenthèse correspond au total des IT – CNRS et non CNRS.

² Contrats temporaires et post-doctorats ; les chercheurs associés et invités n'ont pas été pris en compte.

UMR 8546 - Aoroc	15	57	15 (18)	3	1	79
UMR 8584 - Lem	5	52	2 (3)	100	1	156
UMR 8589 - Lamop	11	47	(6) 7	65	0	119
UPR 841 - Irht	22	40	35 (35)	0	30	105
USR 3125 – Mmsh	0	2	18 (27)	0	3	32
USR 3133 – Jean Bérard	1	1	3 (8)	0	0	9
USR 3134 – CéA	1	1	0 (6)	0	0	7
USR 3135 – Ifpo	0	17	6 (52)	8	0	76
USR 3155 – Iraa	3	12	7 (9)	4	1	26
USR 3172 – Karnak	1	1	5 (5)	0	3	9
USR 3224 – Crcc	1	11	8 (40)	3	4	58
USR 3225 – René Ginouvès	0	1	36 (40)	0	7	48
USR 3439 – Mom	1	1	22 (29)	0	1	31
USR 3516 – Msh Dijon	0	2	6 (12)	2	13	29

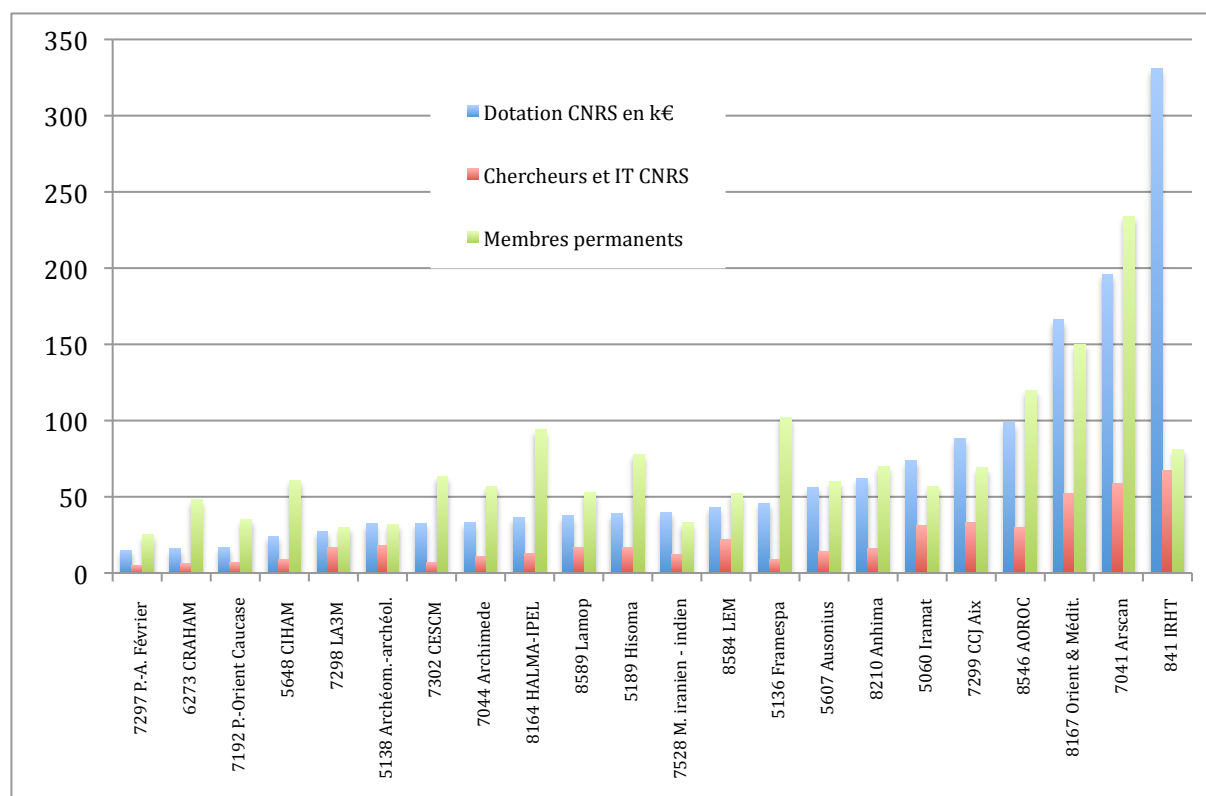
Les effectifs sont, on le voit, très variables d’une unité à l’autre. Toutefois, la section souhaite attirer l’attention sur une évolution qu’elle juge préoccupante : la **proportion de plus en plus élevée des non permanents** (contractuels et post-doctorants) dans un certain nombre d’unités ; la seule UPR de la section, l’IRHT, est particulièrement concernée par cette tendance qui est liée aux nouvelles pratiques de la recherche financée sur projets (graphique 2).



Graphique 2 – Pourcentage des non permanents dans les unités qui en comptent le plus (au-dessus de 7%)

- Les financements récurrents

Les financements récurrents sont également très variables, qu’ils proviennent du CNRS, des universités ou d’autres tutelles. Le nombre d’agents CNRS tient une place prépondérante dans le calcul des dotations annuelles allouées par l’INSHS (graphique 3). Ce critère semble pondéré par d’autres facteurs comme le nombre de membres permanents hors CNRS ou, dans certains cas (l’IRHT notamment), l’existence de charges immobilières, mais les différences constatées ne peuvent pas être toutes ramenées à des motifs constants et cohérents.



Graphique 3 – Dotations 2012 des UMR et UPR de la section 32, en k€, comparées au nombre de membres permanents (toutes tutelles) et au nombre d’agents CNRS.

Source : INSHS, Allocation des moyens 2012 (avril 2012).

1.2. LES STRUCTURES DE LA RECHERCHE A L’ETRANGER

Dans les domaines de la section 32, les structures de recherche à l’étranger sont composées de 5 écoles françaises à l’étranger (ÉFÉ) et de 13 Unités de Service et de Recherche (USR) (tableaux 2 et 3).

Les **ÉFÉ** ont le statut d’Établissement Public à caractère Scientifique, Culturel et Professionnel (EPSCP) ; elles relèvent du ministère de l’Enseignement supérieur et de la Recherche et sont placées sous l’autorité de l’Institut de France.

Les **USR** sont toutes rattachées au CNRS : dans un cas unique comme seule tutelle (CFEETK) ; deux USR sont conventionnées avec des ÉFÉ (CJB avec l’ÉfR ; CÉAlex avec l’IFAO) ; les autres ont toutes la double tutelle CNRS/ministère des Affaires étrangères et comprennent une ou plusieurs UMIFRE. Les 27 UMIFRE du MAE bénéficient d’un soutien fort de ce dernier, en tant que complément au réseau diplomatique et en tant qu’acteurs de la coopération internationale qu’elles permettent dans des pays difficiles (Irak, Afghanistan, Ouzbékistan). Le soutien du MAE se définit par 80 ETP et 14M € par an alloués à leur fonctionnement. Leur statut d’USR permet l’affectation de 146 chercheurs et IT expatriés en sciences humaines et sociales.

Les USR et ÉFÉ constituent un outil de recherche unique par l’association avec les institutions de recherche locales (la MFO est la seule institution de recherche non britannique qui bénéficie d’une implantation au sein de l’université d’Oxford et le Centre Jean Bérard est la seule structure de recherche non italienne implantée en Italie du sud), par la connaissance des milieux des pays d’accueil et de leur culture, par leur capacité à former localement de jeunes chercheurs et à accueillir étudiants et chercheurs sur leurs terrains d’étude. Sur ce dernier point, le dispositif de Soutien à la Mobilité Internationale mis en place par l’INSHS en 2014 complète la gamme des outils d’appui au développement des projets de recherche à dimension internationale. Au-delà de

l'offre d'un soutien logistique nécessaire aux chercheurs et aux missions archéologiques, les USR et ÉFÉ sont des acteurs forts de la recherche française par le pilotage de programmes et par une politique de publication propre. L'archéologie méditerranéenne prend appui sur les ÉFÉ dont l'action peut être élargie aux régions limitrophes (par exemple au Maghreb). Les missions archéologiques en Amérique latine et au Moyen-Orient prennent toutes appui sur le réseau des UMIFRE.

Évolution du financement : Si toutes les tutelles s'accordent à reconnaître l'importance des structures françaises de recherche à l'étranger, le contexte financier n'en est pas moins difficile. Le financement des UMIFRE accordé par le MAE a globalement diminué de 10% en 4 ans et le ministère n'envisage pas d'augmentation en 2014-2015. Certains centres connaissent une situation extrêmement difficile : le budget du CEFAS, par exemple, a connu une baisse de 32,7% en 5 ans alors qu'il a dû quitter le Yémen et se redéployer en 2013 en Arabie saoudite. L'élargissement de la zone de compétence du CEFAS à l'ensemble de la péninsule Arabique s'est accompagné d'une diminution de 9% du budget par rapport à l'année antérieure... Face à ces difficultés financières, on peut regretter que la seule réponse apportée aux directeurs de ces instituts soit une incitation à la recherche de financements externes (mécénat, appels à projet).

Un rapprochement des UMIFRE avec les ÉFÉ : le relevé de conclusions de la Cour des comptes en 2012 notait qu'« en ce qui concerne les partenariats et la coopération internationale les ÉFÉ se tiennent trop souvent à distance du réseau diplomatique ». S'appuyant sur ce constat, le rapport intitulé *La coordination de l'action internationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche* (MAE-MESR, 2014) propose d'inscrire les ÉFÉ et les UMIFRE dans une structure juridique commune qui pourrait être considérée et pilotée comme une très grande infrastructure de recherche (TGIR) en sciences humaines et sociales. Si la réflexion sur la structure juridique n'a pas encore abouti, le souhait de créer un réseau de recherche sur l'archéologie en Méditerranée entre les institutions scientifiques implantées à l'étranger s'est exprimé à l'occasion d'une journée organisée à Istanbul le 28 octobre 2013 en présence de représentants des UMIFRE, des ÉFÉ, des USR à l'étranger et du Bureau pour la Méditerranée de Malte.

Tableau 2 – Structures de recherche à l'étranger : USR liées à la section 32 du CoNRS

Code unité	Sigle et intitulé	Siège et antennes
USR 3129 (UMIFRE 1)	MFO – Maison française d'Oxford	Oxford [Royaume-Uni]
USR 3131 (UMIFRE 8)	IFÉA – Institut français d'études anatoliennes G. Dumézil	Istanbul [Turquie]
USR 3132 (UMIFRE 7)	CRFJ – Centre de recherche français de Jérusalem	Jérusalem [Israël]
USR 3133 (CNRS/ÉfR)	Centre Jean Bérard	Naples [Italie]
USR 3134 (CNRS/IFAO)	CÉAlex – Centre d'Études Alexandrines	Alexandrie [Égypte]
USR 3135 (UMIFRE 6)	IFPO – Institut français du Proche-Orient	(Damas & Alep [Syrie]) - Ammam [Jordanie] - Beyrouth [Liban] - Erbil [Iraq] - Jérusalem-est [Territ. Palest.]
USR 3137 (UMIFRE 23)	CFEE – Centre français d'études éthiopiennes	Addis-Abeba [Éthiopie]
USR 3139 (UMIFRE 9)	IFRI – Institut français de recherche en Iran	Téhéran [Iran]
USR 3140 (UMIFRE 10)	IFÉAC – Institut français d'études sur l'Asie centrale	Bichkek [Kirghizistan] - Douchanbé [Tadjikistan]
USR 3141 (UMIFRE 5)	CEFAS – Centre français d'archéologie et de sciences sociales	Jedda [Arabie Saoudite] - Sanaa [Yémen]
USR 3172 (CNRS)	CFEETK – Centre franco-égyptien d'étude des temples de Karnak	Karnak [Égypte]
USR 3336 (UMIFRE 4, 24 et 25)	Afrique au Sud du Sahara : - SFDAS – Section française de la direction des antiquités du Soudan - IFRA – Institut français de recherche en Afrique - IFAS – Institut français d'Afrique du Sud	Khartoum [Soudan] Nairobi [Kenya] - Ibadan [Nigéria] Johannesburg [Afrique du Sud]

USR 3337 (UMIFRE 16 et 17)	Amérique latine : - CEMCA – Centre d'études mexicaines et centraméricaines - IFEA – Institut français d'études andines	Mexico [Mexique] - Ciudad de Guatemala [Guatem.] Lima [Pérou] - La Paz [Bolivie] - Bogota [Colombie] - Quito [Équateur]
----------------------------	--	--

Tableau 3 – Structures de recherche à l'étranger : Écoles françaises à l'étranger (EPSCP du MESR)

Intitulé	Siège et antennes
Casa de Velázquez	Madrid [Espagne]
École française d'Athènes (ÉfA)	Athènes [Grèce]
École française d'Extrême-Orient (ÉFEO)	Maison de l'Asie, Paris [France] Pondichéry - Pune [Inde] ; Yangon [Birmanie] ; Chiang Mai - Bangkok [Thaïlande] ; Kuala Lumpur [Malaisie] ; Jakarta [Indonésie] ; Phnom Penh - Siem Reap [Cambodge] ; Vientiane [Laos] ; Hanoi - Hô-Chi-Minh-Ville [Viêt Nam] ; Hong Kong - Pékin [Chine] ; Taipei [Taïwan] ; Séoul [Corée du Sud] ; Kyoto - Tokyo [Japon]
École française de Rome (ÉfR)	Rome [Italie]
Institut français d'archéologie orientale (IFAO)	Le Caire [Égypte]

1.3. LES EFFETS (DE)STRUCTURANTS DES « INITIATIVES D'EXCELLENCE »

Liste des principaux Labex concernant la section 32

Première vague (2011) :

- **HASTEC** – *Histoire et Anthropologie des Savoirs, des Techniques et des Croyances (langues, textes, arts et culture)*, Hésam [<http://www.labex-hesam.eu/fr/13-hastec-presentation>].
- **LaScArBx** – *L'usage du monde par les sociétés anciennes : processus et formes d'appropriation de l'espace sur le temps long*, Université de Bordeaux [<http://lascarb.x.labex.u-bordeaux.fr/>].
- **PATRIMA** – *Patrimoines matériels : savoirs, patrimonialisation, transmission (mondes anciens et contemporains)*, Archives Nationales, Université de Saint-Quentin, Université de Cergy-Pontoise, etc. [<http://www.sciences-patrimoine.org/index.php/membres.html>].
- **RESMED** – *Religions et sociétés dans le monde méditerranéen*, Paris Sorbonne Universités [<http://www.labex-resmed.fr/>].
- **Transfers** – *Transferts matériels et culturels, traduction, interfaces (langues, textes, arts et cultures)*, École Normale Supérieure [<http://transfers.ens.fr/>].

Deuxième vague (2012) :

- **ARCHIMEDE** – *Archéologie et Histoire de la Méditerranée et de l'Égypte Ancienne*, Université de Montpellier 3, CNRS, Université de Perpignan [<http://archimede.cnrs.fr/>].
- **DynamiTE** – *Dynamiques Territoriales et Spatiales*, Hésam [<http://www.hesam.eu/labexdynamite/>].
- **PP** – *Les passés dans le présent*, MAE René Ginouvès, Université de Nanterre [<http://passes-present.eu/fr>].

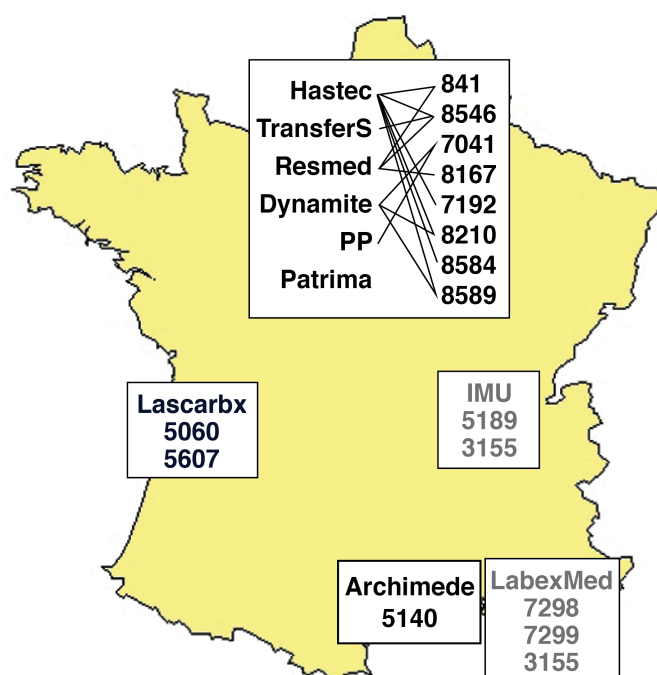
Quatre ans après la première vague de création des « Laboratoires d'excellence » (Labex), il est difficile d'évaluer correctement les effets de ces « initiatives d'excellence » sur la structuration et le financement de la recherche. Sur les 171 Labex créés en 2011 et 2012, 40 (23%) relèvent des SHS et parmi eux, 13 ont à voir, à des degrés divers, avec les thématiques de la section 32. Ces chiffres cachent cependant des cas extrêmement divers.

On citera tout d'abord pour mémoire quelques exemples de Labex dont le périmètre semblait *a priori* pouvoir englober l'Antiquité et le Moyen Âge, mais qui ne leur ont finalement laissé qu'une place exiguë ou quasiment nulle : CAP (Paris Hésam, arts et création) ou TEPISIS (Paris Hésam, histoire politique et institutionnelle). Dans d'autres Labex, nos domaines de recherche sont bien présents, mais de façon très minoritaire : IMU (Lyon, urbanisme) ou SMS (Toulouse, sociologie et histoire), par exemple.

Viennent ensuite des Labex qui ont une forte identité de site. Ils fédèrent et financent des projets issus des UMR présents sur le site, dans un spectre thématique large. C'est le cas de LabexMed (Aix-Marseille), dont sont partenaires quatre UMR et une USR de la section 32 (voir carte 2).

Cinq Labex ont des thématiques qui font une assez large part à l'Antiquité et au Moyen Âge : Patrima (Versailles – Cergy-Pointoise), Hastec (Paris Hésam), TransferS (ENS Paris) et, dans une moindre mesure, DynamITE (Paris Hésam) et PP (« Les passés dans le présent », Paris Nanterre), ce dernier étant davantage axé sur le patrimoine et l'historiographie.

Enfin, les disciplines de la section 32 sont très présentes dans trois Labex qui offrent la particularité d'avoir un périmètre institutionnel très resserré (1 à 3 UMR) : deux ont une forte dimension archéologique – LaScArBx (Bordeaux) et Archimède (Lattes-Montpellier) ; le troisième, Resmed (Paris Sorbonne Université), traite des religions.



Carte 2 – Rattachement aux Labex des UMR et UPR de la section 32 (à l'exception de l'UMR 5140, ne sont ici prises en compte que les unités à rattachement principal en 32).

Il est encore tôt pour mesurer les effets de ces créations sur la répartition géographique des pôles de recherche ou sur la programmation et l'emploi scientifique, et pour apprécier si ces financements permettent de soutenir une recherche innovante ou risquent de renforcer la précarisation de la recherche.

Il faut tout d'abord souligner que la répartition géographique des Labex est beaucoup plus déséquilibrée que celle des UMR : sur les neuf Labex listés ci-dessus, seulement trois sont implantés en dehors de l'Île-de-France (LabexMed, LaScArBx et Archimède) ; de ce fait, les équipes bénéficiaires (pour des financements, des recrutements) sont finalement peu nombreuses. En théorie, 13 UMR et UPR de la section 32 sont concernées (celles qui sont inscrites comme partenaires dans les projets initiaux des Labex) sur un total de 22 mais, dans la pratique, on sait déjà que certaines de ces unités resteront à la marge des principaux programmes des Labex. Surtout, le déséquilibre Paris/province est accentué par le fait qu'en Île-de-France, des liens multiples existent entre unités et Labex, une UMR pouvant être partenaires de deux, voire trois Labex (carte 2), alors qu'en province tout se passe comme si les Labex se constituaient en bastions locaux autofinancés. On sait que la politique des Investissements d'avenir avait pour objectif de recomposer le paysage de la recherche française en concentrant les financements sur un nombre réduit de sites. La carte qui se dessine aujourd'hui, dans les domaines qui intéressent la section 32, suscite bien des interrogations sur la méthode suivie et sur la pertinence de ses

résultats en ce qui concerne le maillage territorial des forces vives de la recherche. Peut-être faudra-t-il un jour regretter qu'aucun projet de Labex en réseau, regroupant plusieurs unités réparties sur tout le territoire, n'ait vu le jour dans la communauté scientifique de la section 32.

En raison de leur forte implantation sur les sites universitaires, les Labex laissent à l'écart les unités de recherche basées à l'étranger : un seul d'entre eux (Archimède) a comme partenaire une USR implantée hors de France (le Centre franco-égyptien d'étude des temples de Karnak). Cette mise à l'écart est un sujet d'inquiétude supplémentaire si les Labex sont appelés à devenir, comme c'était le vœu du gouvernement qui les a créés, les pierres angulaires d'une nouvelle organisation de la recherche.

Par ailleurs, toutes les thématiques de la section 32 ne sont pas couvertes par les Labex, loin de là : sont privilégiées l'histoire culturelle et l'histoire des religions (Resmed, Hastec...), ainsi que la dimension spatiale et territoriale (LaScArBx, DynamiTE...). De même, l'aire méditerranéenne est particulièrement bien couverte. Enfin, on relèvera qu'en termes de contrats post-doctoraux, la situation est également très inégale. Les Labex qui ont le plus recruté de jeunes chercheurs en lien avec les thématiques de la 32 (selon les informations disponibles sur leurs sites) sont Resmed (16 contrats sur 3 ans), Archimède (10 contrats relevant de la 32 sur 11) et Hastec (7 contrats sur 16).

L'autonomie que permettent les financements octroyés par les Labex et les équipements d'excellence a deux effets contraires. D'une part, elle renforce des situations existantes (rapports entre les équipes au sein d'une UMR, rapports entre les UMR et les missions archéologiques) en ajoutant des ressources dont les critères d'attribution ne sont pas toujours clairement définis et qui n'apportent aucune solution pour la pérennisation et la continuité de la recherche, et encore moins pour l'emploi scientifique. D'autre part, elle peut favoriser le développement de programmes novateurs et l'évolution de la discipline, en lui permettant de réagir vite et de s'adapter à des réalités sociales, économiques et culturelles changeantes. Il faudra attendre encore quelques années pour savoir quelle tendance va dominer ; ce qui est sûr, en revanche, c'est que les initiatives d'excellence contribuent fortement, avec l'ANR, à la précarisation de l'emploi scientifique.

1.4. LA RECHERCHE SUR PROJET

1.4.1. Les financements par l'ANR (Agence nationale de la recherche)

Les premiers appels à projets de l'ANR datent de 2005. Cette agence joue depuis lors un rôle déterminant dans le financement de la recherche publique. Le mode de sélection des projets et les effets de la politique scientifique de l'agence sur l'évolution de la recherche en France depuis près de dix ans ont fait l'objet de jugements contrastés qui reposent essentiellement sur des données globales ou, quand il s'agit de disciplines précises, sur des intuitions nourries par l'expérience de chacun, en l'absence de bilans détaillés secteur par secteur. Nous avons tenté de combler en partie cette lacune en ce qui concerne les disciplines représentées par la section 32.

Un tel bilan est d'autant plus nécessaire que l'ANR a modifié en 2014 son processus de sélection : il se fait désormais en deux étapes, avec des résultats désastreux pour les SHS en général (taux de sélection tombé à 8,4%) et pour les disciplines de la section 32 en particulier (trois projets lauréats en tout et pour tout). Le tableau que nous présentons appartient donc à l'histoire.

Les chiffres ci-dessous reposent sur le dépouillement des listes annuelles de lauréats (2005-2013) et sur la consultation des fiches individuelles des projets³. Ces données, en ligne sur le site web de l'ANR, ne sont ni exhaustives (quelques fiches manquent) ni homogènes d'une année à l'autre. Nous les livrons donc sous réserve d'un inventaire réellement exhaustif.

³ La liste des projets est donnée en annexe.

Sur cette période de neuf ans, 126 projets rentrent dans le périmètre thématique, géographique et chronologique de la section 32. Les résultats ont beaucoup varié d'une année sur l'autre (tableau 4), avec un étiage à 9 projets financés (2011) et un record à 19 (2006).

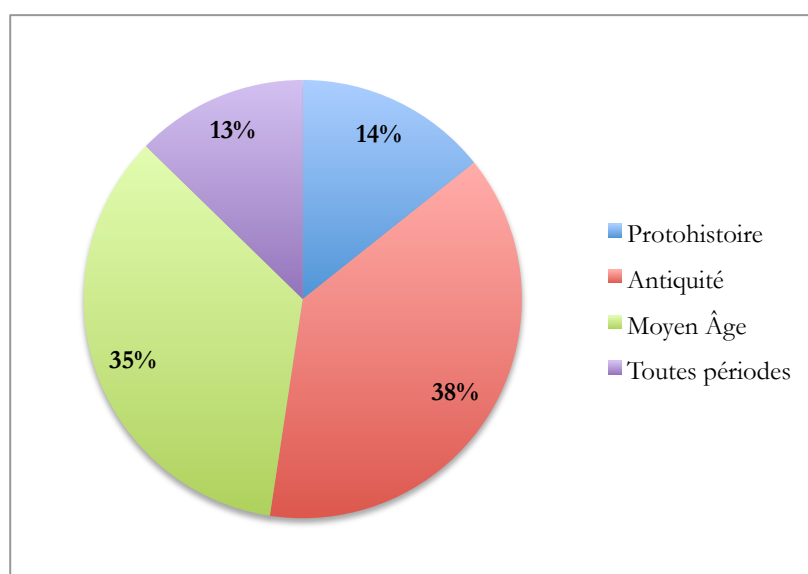
Tableau 4 – Projets ANR sélectionnés dans le périmètre de la section 32

	BLANC	JCJC	FRAL	CORPUS	Autres	Total
2005	7	3			0	10
2006	9	3		3	4	19
2007	5	2	2	8	1	18
2008	5	1	2		3	11
2009	6	2	3		2	13
2010	7	1	4		6	18
2011	4	1	3		1	9
2012	4	3	2	5	2	16
2013	2	3	4		3	12
Total	49	19	20	16	22	126

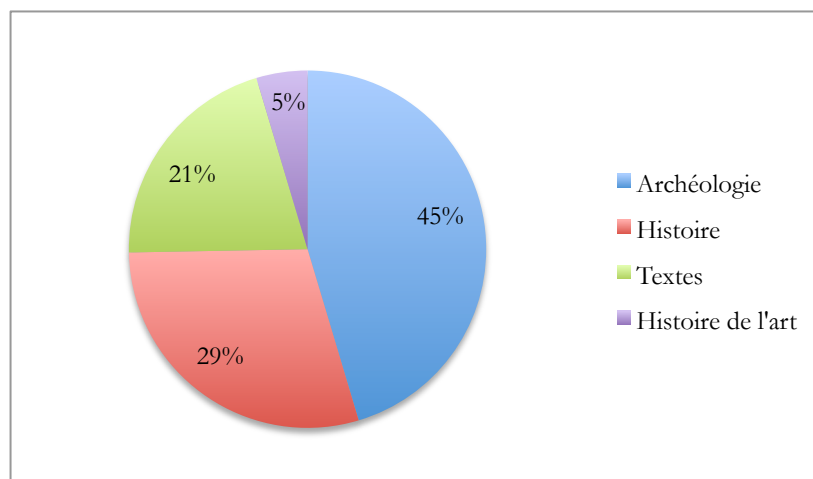
Par rapport à l'ensemble des domaines de recherche relevant des SHS, la section s'en tire fort honorairement avec 13 % des projets blancs, 10 % des projets Jeunes chercheurs, 19 % des projets Corpus (appels 2006, 2007 et 2012) et 15 % des projets franco-allemands.

Le gros des projets se répartit de façon équilibrée (graphique 4) entre l'Antiquité (38 %) et le Moyen Âge (35 %), à quoi s'ajoutent un groupe plus réduit de programmes protohistoriques (14 %) dont il est parfois difficile de dire s'ils ressortissent davantage aux thématiques de la section 31 ou de la 32, et un volant non négligeable de projets sur le temps long (13 %).

Bien qu'il soit aussi difficile qu'artificiel de distinguer dans certains cas les approches archéologiques, historiques et philologiques, une répartition non exclusive (graphique 5) fait apparaître une dominante archéologique (54 %), d'autant plus marquée qu'on s'éloigne géographiquement de la France. Les disciplines d'érudition (épigraphie dans divers domaines, histoire des textes, codicologie...) sont assez bien représentées – grâce notamment aux appels à projet Corpus –, de même que l'archéométrie (8 %) et les études paléo-environnementales (12 %). En revanche, on ne peut manquer d'être surpris par la très faible part de l'histoire de l'art, réduite à presque rien si l'on retire la musicologie.



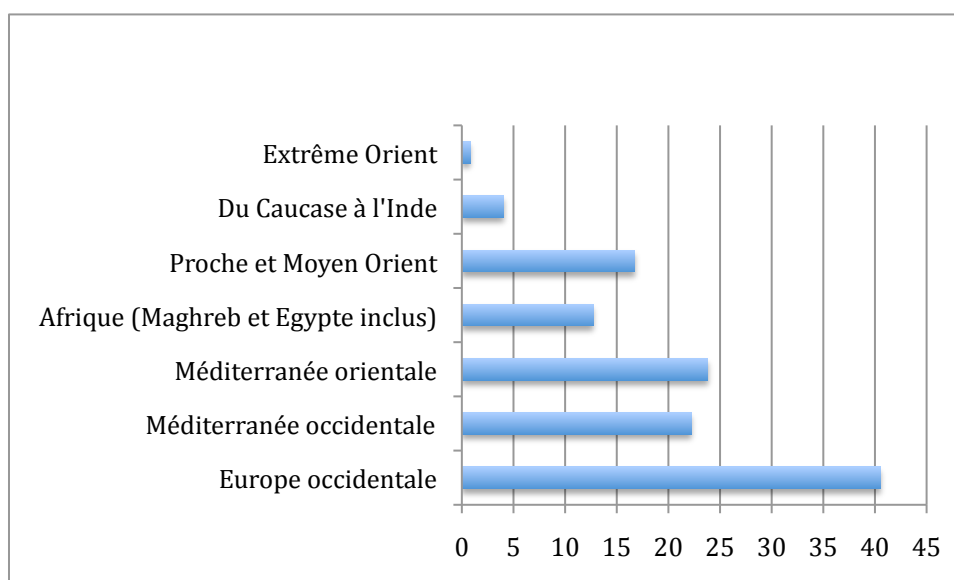
Graphique 4 – Répartition des projets ANR par grandes périodes.



Graphique 5 – Répartition des projets ANR par champs disciplinaires⁴ (le total est supérieur à 100).

La répartition géographique des terrains d'étude est difficile à synthétiser, dans la mesure où de nombreux projets embrassent plusieurs espaces naturels, culturels ou politiques à des échelles variées. On observe cependant un certain nombre de tendances (graphique 6) :

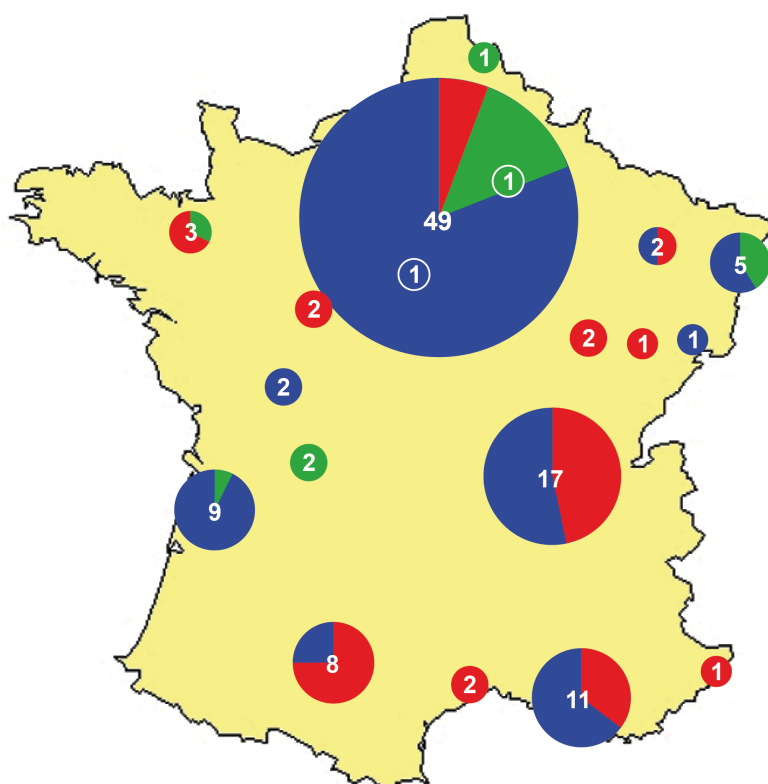
- Le monde méditerranéen se taille la part du lion : il est concerné par 46% des projets. Dans ces régions, l'approche est souvent transversale avec une composante paléo-environnementale notable, tandis qu'on est frappé par le nombre très réduit de travaux portant spécifiquement sur la Grèce ou sur l'Égypte anciennes.
- Sans surprise, l'Europe occidentale est également l'objet d'un grand nombre de projets (40,5 %) ; elle intéresse plus souvent les médiévistes que les antiquisants. On note en même temps que les projets limités à la France sont relativement peu nombreux (11%), et que les régions du nord et de l'est de l'Europe ont une place très marginale dans les financements de l'ANR.
- Le Proche et le Moyen-Orient, et dans une moindre mesure l'Asie Centrale, ont obtenu des financements qui, s'ils sont moins nombreux en termes absolus, restent importants quand on les rapporte à la taille des communautés scientifiques concernées. L'Afrique (hors Maghreb et Égypte) et l'Extrême Orient sont en revanche presque complètement à l'écart.



Graphique 6 – Répartition géographique des terrains d'étude des projets ANR, en pourcentages (le total est supérieur à 100).

⁴ La rubrique « textes » englobe ici les recherches en histoire des textes, codicologie, épigraphie, littérature.

La carte des unités – EA, UMR, UPR et USR – qui ont bénéficié des financements de l'ANR reflète, à quelques exceptions près, la répartition des centres de recherche sur le territoire français (carte 3). Les UMR rattachées à titre principal ou secondaire à la section 32 ont presque toutes obtenu des projets ANR, avec une moyenne de 3 projets par laboratoire entre 2005 et 2013. La part des équipes d'accueil universitaires est beaucoup plus faible (13,5 % des projets financés), peut-être parce qu'elles disposent moins souvent que les UMR de moyens humains en appui au montage des projets. La proportion des projets hébergés par des unités parisiennes est élevée (39 %), comme on pouvait s'y attendre au vu des chiffres présentés plus haut⁵, mais pas écrasante, et plusieurs équipes implantées en province sur des sites de taille intermédiaire ont su tirer leur épingle du jeu.



Carte 3 – Répartition par sites universitaires des projets ANR concernant la section 32 (2005-2013), d'après la localisation du « partenaire principal » de chaque projet.
En bleu : projets hébergés par des unités en rattachement principal à la section 32⁶ ; en rouge : par d'autres UMR ; en vert : par des équipes d'accueil.

Des informations sur le montant de la dotation financière ont été trouvées pour 112 projets. Le financement varie de 37 k€ à 577 k€ par projet, avec une moyenne à 234 k€ pour un total de 26,25 M€. Extrapolée à 126 projets, cette moyenne permet d'évaluer à plus de 29 M€ les sommes qui ont été distribuées sur une dizaine d'années dans nos domaines de recherche.

Si l'on ne prend en compte que les unités de recherche rattachées à la section 32 à titre principal, la somme des financements ANR s'élève à environ 18,5 M€. Ces financements ont commencé à être engagés en 2006 et finiront de l'être en 2016, soit une durée réelle de dépense de 11 ans. Ce sont donc 1,68 M€ qui, en moyenne, sont versés chaque année à ces laboratoires pour le financement de projets ANR. Cette somme est quasiment identique à la dotation CNRS

⁵ Rappelons que 58% des chercheurs de la section 32 travaillent en Île-de-France.

⁶ Il faut leur ajouter deux projets portés par des USR à l'étranger, le CéAlex d'Alexandrie et le Centre Jean Bérard de Naples.

annuelle de ces mêmes laboratoires : 1,7M €⁷. Le rapprochement de ces deux sommes, l'une destinée au financement d'une poignée de programmes, l'autre censée servir à la fois aux dépenses courantes, à l'équipement et aux programmes de recherches de plusieurs centaines de chercheurs et ingénieurs, parle de lui-même. Le paradoxe est qu'aujourd'hui la capacité à obtenir des financements ANR est devenue un des principaux critères d'évaluation des unités de recherche, alors que les projets ANR eux-mêmes, une fois terminés, ne sont pas évalués.

Dernier point, sur lequel il ne nous a pas été possible de réunir des données quantitatives exploitables : l'impact des programmes ANR sur l'emploi précaire (CDD et vacations) des doctorants et des postdoctorants.

1.4.2. Les financements par l'ERC (European Research Council Grants)

Liste des 12 projets ERC concernant ou ayant concerné la section 32

- Starting Grants :

- **FLORIENTAL** – From Babylon to Baghdad : toward a history of the Herbal in the Near East (2010) : Robert Hawley, UMR 8167 O&M ; 1,42M € sur 5 ans.
- **IGAMWI** – Imperial Government and Authority in Medieval Western Islam (2010) : Pascal Buresi, UMR 8167 O&M ; 1,27M € sur 5 ans.
- **LIBGLOSS** – The *liber glossarum*. Edition of a Carolingian encyclopaedia (2010) : Anne Grondeux, UMR 7597 Histoire des théories linguistiques ; 0,95M € sur 5 ans.
- **OPVS** – Old Pious Vernacular Successes : best-selling vernacular religious literature (2010) : Géraldine Veyseyre, IRHT, 1,23 M € sur 5 ans.
- **THESIS** – Theology, Education, Scholastic Institution and Scholars network (2012) : Monica Calma-Brinzei, IRHT ; 1,49M € sur 5 ans.

- Consolidator Grants :

- **Judaism and Rome** – Re-thinking Judaism's Encounter with the Roman Empire (2013) : Katell Berthelot, UMR 7297 Centre Paul-Albert Février ; 1,4M € sur 5 ans.

- Advanced Grants :

- **ILM** – Islamic Law Materialized: Arabic legal documents (8th-15th century) (2008) : Christian Müller, IRHT ; 1,02M € sur 5 ans.
- **RELMIN** – The legal status of religious minority in the Euro-Mediterranean world (2009) : John Tolan, MSH Nantes ; 2,3M € sur 5 ans.
- **SAS** – Signs and States : Semiotics of the Modern state (2010) : Jean-Philippe Genet, UMR 8589 LaMOP, 1,7M € sur 4 ans.
- **SAW** – Mathematical Sciences in the Ancient world (2010) : Karine Chemla, UMR 7219 Sphere, 1,9M € sur 5 ans.
- **RurLand** – Rural Landscape in north-eastern Roman Gaul (2013) : Michel Reddé, EPHE – UMR 8210 Anhimia, sur 4 ans.

Sur 84 projets en sciences humaines et sociales financés en France⁸ depuis 2007 – dont 17 classés SH6 (« L'étude du passé humain ») –, 11 relèvent de la section 32 : 5 Starting Grants, 1 Consolidator Grant et 5 Advanced Grants, pour un montant total de plus de 15M €. Tous ces programmes ont leur base à Paris, sauf RELMIN (Nantes) et *Judaism and Rome* (Aix-Marseille).

Ces résultats présentent à la communauté de la section 32 un miroir quelque peu déformé : sur 11 projets, 4 portent sur le Moyen Âge occidental, 2 sur l'Islam, 2 sur les contacts entre religions, 2 sur l'Orient ancien et 1 sur l'archéologie romaine. Il faudrait connaître la liste complète des projets soumis pour savoir si ces résultats sont dus à des préférences thématiques propres au système d'évaluation européen, ou si l'absence d'autres domaines de recherche ne s'explique pas tout simplement par une absence de candidatures.

⁷ Chiffres 2012 pour les UMR et UPR, auxquels on a ajouté les dotations des USR de Naples, d'Alexandrie et de Karnak.

⁸ N'est pas retenu ici le programme FOI – *The Formation of Islam* de Petra Sijpesteijn, obtenu en 2007 à l'IRHT, mais passé ensuite avec elle à l'Université de Leyde.

Comme dans le cas des projets financés par l'ANR, mais avec des effets encore plus marqués compte tenu des sommes mises en jeu, les programmes ERC augmentent les charges de gestion des laboratoires qui, dans le même temps, voient leurs crédits récurrents s'amenuiser. **Les 15 millions d'euros du financement de ces 11 programmes équivalent à dix ans de dotation CNRS pour l'ensemble des 22 UMR et UPR de la section 32⁹.** Cette comparaison doit être immédiatement nuancée, dans la mesure où la dotation annuelle des laboratoires ne comprend pas la masse salariale, alors que les emplois représentent une part très importante des budgets des programmes ERC. Mais elle a du moins le mérite d'attirer l'attention sur le fait que le financement de la recherche par l'ERC contribue fortement à la multiplication des postes de chercheurs en CDD et à la montée de la précarité dans les métiers de la recherche.

1.4.3. Le financement de l'archéologie par le ministère des Affaires étrangères

La majorité des missions de fouilles et de prospections archéologiques à l'étranger est portée par des chercheurs et IT statutaires issus de l'université et du CNRS (sections 31, 32 et 33). Leur financement dépend tout ou partie d'une allocation attribuée pour quatre ans par le ministère des Affaires étrangères sur les avis de la Commission consultative des recherches archéologiques à l'étranger, dans le cadre d'un appel à projets annuel.

En 2014, le MAE soutient 148 missions dans 63 pays étrangers, pour une subvention globale de 2,4M € (moyenne : 16 200 € / projet), les montants pouvant aller de 10 000 à plus de 60 000 €. Depuis 2008, la subvention globale est relativement constante à l'exception d'une diminution sensible mais ponctuelle en 2010 (cf. tableau). Les programmes couvrent la majorité des aires culturelles mondiales, le plus souvent dans le cadre de partenariats avec les institutions de recherche des pays hôtes, et bénéficient de l'appui logistique, parfois financier, des UMIFRE, des ÉFÉ ou des services de coopération et d'action culturelle des ambassades. Les aires non couvertes sont l'Europe du Nord, l'Amérique du Nord et l'Océanie (hors Polynésie).

Année	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Subvention du MAE (en millions d'euros)	2,3	2,3	1,7	2,2	2,5	2,6	2,4
Nombre de programmes financés	-	-	-	-	161	155	148
Financement annuel moyen par programme	-	-	-	-	15528	16774	16216

Ces cinq dernières années, l'inaccessibilité de plusieurs terrains a entraîné le repositionnement ou le redéploiement de plusieurs programmes. Les 14 missions en Syrie ont été incitées à mettre en œuvre des mesures conservatoires (protection des sites par financement d'un gardiennage) et des travaux de formation, d'analyse et de publication. Les missions autrefois actives au Yémen se sont redéployées dans les régions voisines (Éthiopie, Arabie Saoudite). Parallèlement, le MAE a lancé des appels d'offre afin de redynamiser les fouilles archéologiques dans des régions touchées par les départs à la retraite de plusieurs chefs de missions. En 2013, ces appels ont concerné l'Asie et l'Amérique.

Plutôt que de privilégier un nombre restreint de projets dotés d'une allocation conséquente, le MAE fait le choix d'un nombre élevé de projets au financement limité. Ce choix ne permet de faire face à l'augmentation du coût des missions de terrain engendrée par la technicité croissante des moyens d'acquisition des données (télédétection, radar, analyses ADN, isotopiques, datations OSL/AMS, 3D laser, LIDAR, etc.) qu'en recourant à des cofinancements dans le cadre de programmes ANR, ANR-DFG, Labex, Idex, de bourses, de mécénat, etc. Encouragés par le MAE, les cofinancements représentaient en 2012 45% du budget total de l'archéologie extra-métropolitaine (hors salaires). Les responsables d'opérations consacrent une part importante de leur temps à cette quête de financements annexes. Moins pérennes que ceux du MAE, ils permettent rarement la programmation de travaux au-delà de l'année en cours.

⁹ Quantité extrapolée à partir de la somme des dotations annuelles pour 2012, soit 1509,5 k€ (source : INSHS, Allocation des moyens 2012, avril 2012).

Autre corollaire du grand nombre de missions, le départ en retraite d'un nombre important de responsables d'opérations et le faible renouvellement générationnel – lié à la faiblesse des recrutements sur postes permanents, non à l'absence de compétences – est une menace pour la pérennité d'un nombre important d'opérations existantes. Ainsi, entre 2004 et 2013, 8 archéologues spécialistes du Proche-Orient et de la Mésopotamie ont pris leur retraite au CNRS mais un seul a été recruté. Cette difficulté a conduit le MAE à confier des missions à de jeunes chercheurs non statutaires, titulaires d'un doctorat et parrainés par un laboratoire de recherche, ce dernier s'engageant à reprendre les travaux engagés dans le cas d'une défection. Dans la mesure où les laboratoires ne disposent pas de personnels statutaires disponibles, cette clause paraît illusoire. Enfin, le post-doctorant porteur d'une mission ne peut être rémunéré par l'allocation du MAE. La viabilité de ces missions est donc extrêmement fragile.

D'un point de vue prospectif, faute de recrutements de chercheurs statutaires permettant le maintien d'une présence forte de l'archéologie française à l'étranger, certains terrains seront nécessairement abandonnés. Un tel choix permettrait sans doute de concentrer les moyens au bénéfice d'un plus petit nombre de missions, mais il conduirait à abandonner l'étude de domaines sur lesquels la recherche française est bien positionnée et où une génération de post-doctorants de grande valeur a été formée et est en mesure d'assurer la relève.

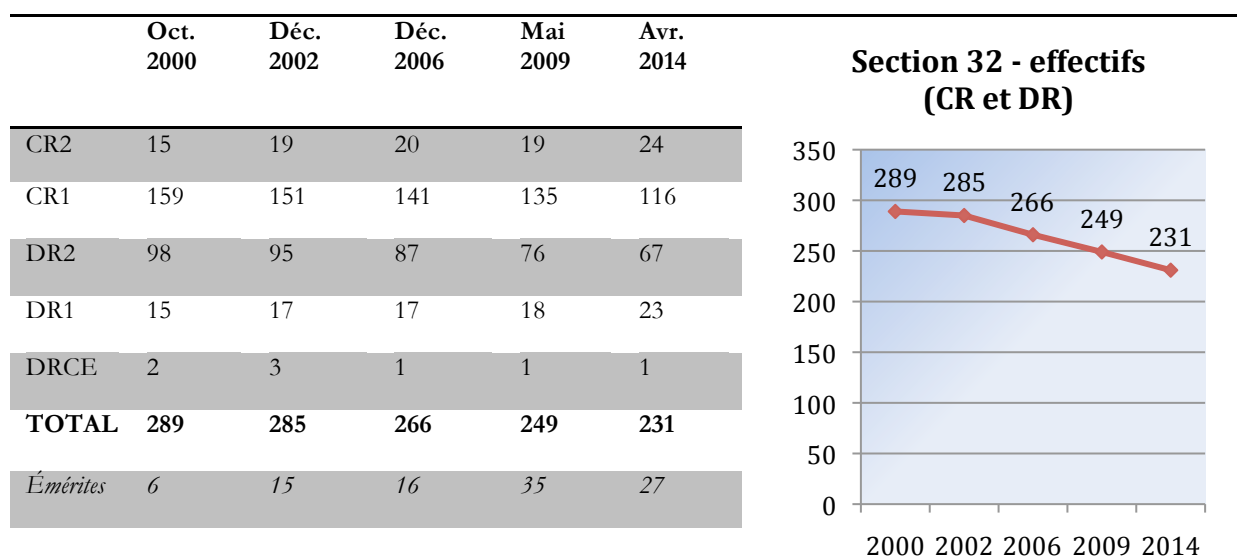
2. Les personnels de la recherche

2.1. LES CHERCHEURS DE LA 32

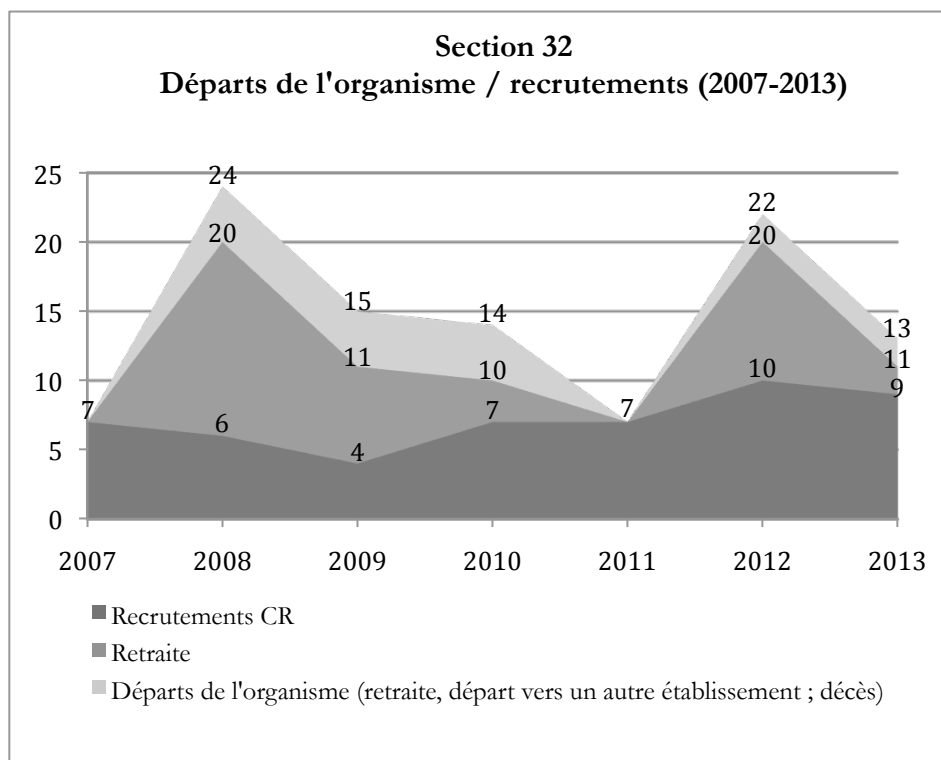
2.1.1. Une évolution démographique inquiétante

Le tableau 4 donne les chiffres concernant l'évolution quantitative, depuis 2000, des catégories de chercheurs CNRS statutaires évalués par la section 32. En avril 2014, la section 32 compte 231 chercheurs actifs (140 chargés de recherche ; 91 directeurs de recherche), soit 18 chercheurs de moins qu'en 2009 (-7%), 54 de moins qu'en 2002 (-19%). La diminution du nombre de chercheurs en activité est linéaire et continue depuis 12 ans. La section 32 est, après la 36, celle qui, à l'INSHS, a perdu le plus de chercheurs depuis dix ans.

Tableau 4 – Évolution quantitative des catégories de chercheurs CNRS statutaires évalués par la section 32 (source : Rapport de conjoncture 2010 ; 2014 : <https://evaluation.dsi.cnrs.fr>)



La section 32 est une section âgée. La médiane est de 51 ans alors que le milieu d'une carrière peut être situé vers 46/47 ans. La tendance est à l'amélioration : la médiane était de 54 ans en 2006. Cette amélioration est conjoncturelle et tient à la fois au départ en retraite d'un nombre élevé de chercheurs issus de la génération du baby-boom (89 départs à la retraite entre 2007 et avril 2014 : graphique 7) et à une augmentation des recrutements au niveau CR2 depuis 2010. Cette augmentation est toutefois très loin de compenser les départs à la retraite.



Graphique 7 – Évolution quantitative du nombre de chercheurs évalués par la section 32 ayant quitté le CNRS entre 2007 et 2013 et du nombre de recrutements sur la même période
(source : <https://evaluation.dsi.cnrs.fr>)

Durant les quatre dernières années (2010-2013), 56 chercheurs CNRS évalués par la section 32 ont quitté l'organisme. 48 ont pris leur retraite (86 %), 8 ont changé d'organisme. Un nombre important de départs en retraite est à prévoir durant les cinq prochaines années puisque les chercheurs de 60 ans et plus représentent 26 % des effectifs (60 chercheurs). Pour les seules années 2014-2015, 26 chercheurs devraient mécaniquement partir en retraite.

2.1.2. Des recrutements en augmentation, mais très insuffisants

Face à cette vague de départ, le nombre de recrutements par concours (CR uniquement puisque le concours DR ne permet qu'exceptionnellement un recrutement externe) a d'abord diminué (14 entre 2007 et 2009) avant de connaître une augmentation (31 postes entre 2010 et 2013). Cette hausse du nombre des recrutements depuis 2010 explique partiellement la baisse de l'âge médian des chercheurs (32% des chercheurs ont 45 ans ou moins, contre 27% en 2006).

La différence entre départs de l'organisme et recrutements reste malgré tout très élevée (graphique 7). 17 départs en retraite n'ont pas été remplacés au cours des quatre années écoulées. 60 départs sont à venir dans les 5 prochaines années. Il faudrait 15 recrutements annuels pendant 5 ans pour éviter que se poursuive l'érosion du nombre des chercheurs de la section. Il est donc à craindre que le prochain rapport de conjoncture ne fasse le même constat.

2.1.3. Recrutements et affectation des chercheurs

Tableau 5 – Répartition des CR recrutés de 2010 à 2013 par champ disciplinaire

3	Égyptologie	1	Archéologie byzantine
3	Archéologie de l'Égypte et de l'Orient hellénistique et romain	2	Archéologie des mondes arabo-musulmans
1	Archéologie de l'Orient ancien (Arabie)	2	Archéologie de l'occident médiéval
2	Archéologie protohistorique occidentale	1	Textes arabes
3	Archéologie gallo-romaine	1	Cartographie médiévale
1	Archéobotanique	3	Histoire de l'occident médiéval
1	Assyriologie	1	Numismatique médiévale
1	Études bibliques	1	Paléographie médiévale
2	Philologie grecque	1	Patristique
1	Épigraphie latine		
Total	18 antiquisants	Total	13 médiévistes

Tableau 6 – Affectations des CR recrutés entre 2010 et 2013 rapportées au nombre de chercheurs de la section 32 dans les unités

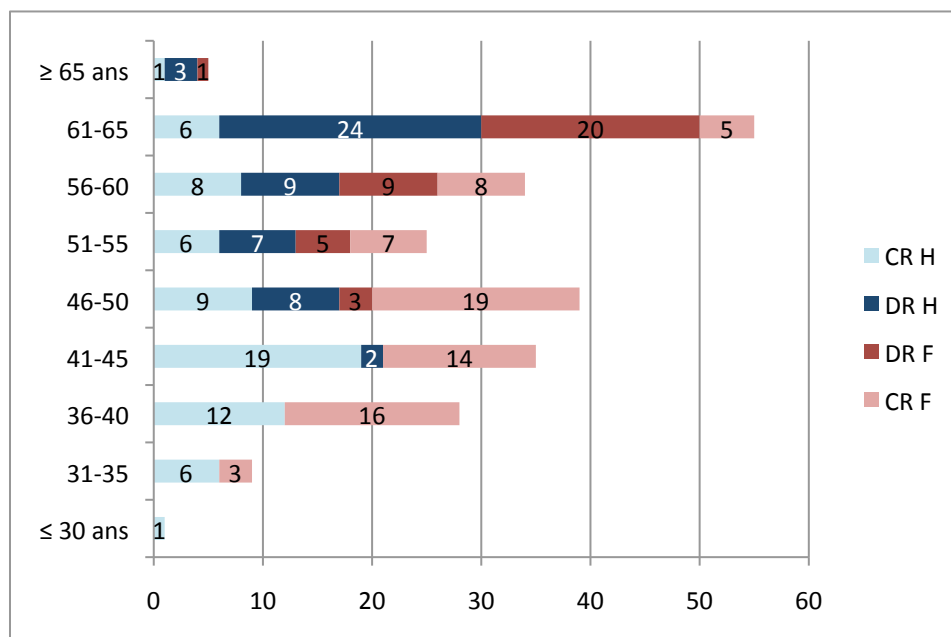
Unité d'affectation	Recrutements 2010-2013	Total des chercheurs (CNRS ou non) rattachés à la section 32	chercheurs CNRS rattachés à la section 32
UMR8546 (Aoroc)	4	45	15
UMR5140	3	31	9
UMR5189 (Hisoma)	3	73	11
UMR7041 (Arscan)	3	105	19
UPR841 (IRHT)	3	35	22
UMR5060 (Iramat)	2	23	9
UMR5648 (Ciham)	2	53	5
UMR8167 (Or. & Méd.)	2	116	27
UMR8589 (Lamop)	2	46	11
UMR5602 (Geode)	1	1	1
UMR5608 (Traces)	1	19	4
UMR7298 (LA3M)	1	22	8
UMR7299 (Centre C. Jullian)	1	49	10
UMR8210 (Anhima)	1	60	5
UMR8584 (LEM)	1	17	4
UMR8596 (CRM)	1	15	1

Douze des 22 UMR et UPR ayant pour tutelle principale la section 32 ont obtenu au moins un recrutement au cours des 4 années écoulées, ainsi que 3 des 19 UMR et UPR ayant pour tutelle secondaire la section 32. Parmi celles ayant pour tutelle principale la section, c'est dans les unités comptant le plus grand nombre de chercheurs CNRS rattachés en section 32 que les affectations sont les plus nombreuses. Une unité fait exception, l'UMR 5607 (Ausonius) qui n'a reçu aucune affectation de 2006 à 2013. L'UMR 8164 (Halma-Ipel), qui compte peu de chercheurs CNRS mais de nombreux EC rattachés à la section 32, ne compte aucun recrutement depuis 2006 inclus.

2.1.4. Un rapport hommes-femmes équilibré, mais des disparités selon les grades

Si le rapport hommes-femmes est relativement équilibré (52,4% d'hommes ; 47,6% de femmes), le graphique 8 souligne deux tendances :

- des disparités par grade : les femmes représentent 51,5% des CR mais 41,8% des DR seulement. L'unique DRCE actif de la section est un homme ;
- l'accession plus tardive des femmes aux grades de DR1-DR2. En effet, 10 hommes ont accédé au grade de DR avant l'âge de 51 ans, pour seulement 3 femmes. La moyenne d'âge des DR hommes est de 57,8 ans, celle des femmes de 59,3.



Graphique 8 - Pyramide des âges de la section 32 en avril 2014 incluant la distinction par genre et par grade (source : <https://evaluation.dsi.cnrs.fr>)

2.2. PERSONNELS DE RECHERCHE PAR GRANDS CHAMPS DISCIPLINAIRES

Au-delà des personnels CNRS, la section s'est également intéressée aux enseignants-chercheurs et aux grands équilibres entre chercheurs et enseignants-chercheurs par champs disciplinaires.

La répartition des enseignants-chercheurs (EC) dans les équipes de recherche montre, pour les antiquisants et les médiévistes, une forte disparité entre quelques grosses UMR spécialisées et un émiettement dans des EA dont le périmètre est souvent très généraliste.

62,4 % des EC antiquisants rattachés à la section 21 du CNU sont répartis dans 21 UMR et 1 USR (IRAA), et 48,3 % dans 9 UMR comptant au moins 10 EC antiquisants (Anhima, Archimède, Arscan, Ausonius, Centre Camille Jullian, CREA AH, Halma-Ipel, Hisoma, Orient et Méditerranée). Le reste des EC antiquisants (120) se répartit entre 26 EA, dont 12 comptent au moins 5 EC antiquisants, 4 EA n'en comptant qu'un seul. Pour les littéraires et les philologues (section 8 du CNU), sur 226 EC, la proportion est plus équilibrée : 44% sont rattachés à des UMR et 56% à des EA.

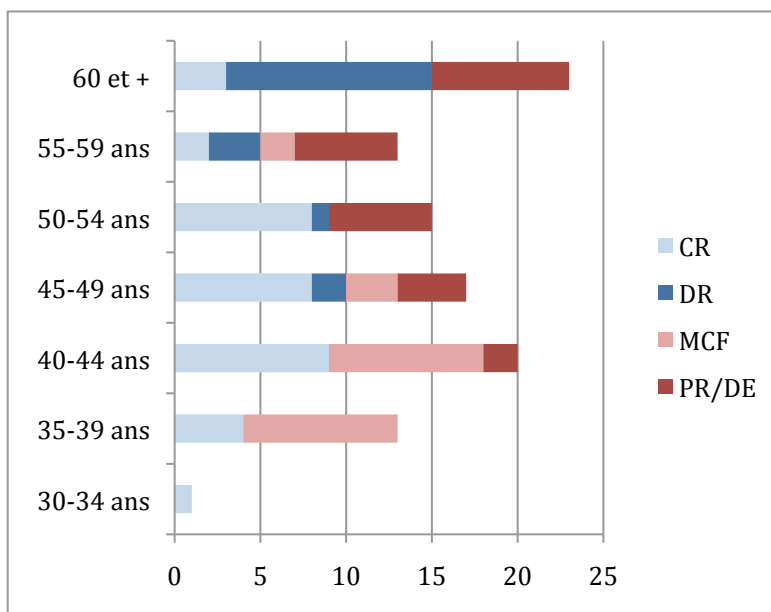
63% des EC médiévistes sont rattachés à 38 UMR, et 45% dans seulement 11 UMR comptant au moins 10 EC médiévistes (CIHAM, Orient & Méditerranée, FRAMESPA, LAMOP, CESC M, IRHiS, CERHIO, Roland Mounier, LA3M, CRAHAM et Ausonius). Le reste des EC médiévistes (164) se répartit entre 48 EA, dont plus de la moitié dans 13 EA comptant au moins 5 EC Médiévistes, 22 EA n'en comptant qu'un seul.

Ce déséquilibre se traduit dans le vivier des doctorants, tel qu'il apparaît à partir de la base (incomplète et imparfaite il est vrai) theses.fr. Sur 767 thèses inscrites depuis 2010 en histoire et archéologie (Antiquité et Moyen Âge), 591 soit 77% le sont dans 11 établissements seulement sur 40 (Universités, EHESS et EPHE), et 380 (49,5%) dans les établissements parisiens.

2.2.1. L'Orient ancien et l'Afrique subsaharienne

On compte dans ces domaines 102 chercheurs et enseignants-chercheurs répartis à parts égales entre CNRS (52%) et établissements d'enseignement supérieurs (48%) (universités, EPHE, instituts catholiques universitaires¹⁰).

¹⁰ Dans ce cas précis, seuls ont été pris en considération les MCF et PR rattachés à une UMR.



Graphique 9 – Pyramide des âges des chercheurs et enseignants-chercheurs (Orient Ancien, Afrique subsaharienne)

Les recrutements se font de plus en plus tardivement : seuls 14% des CR/MCF ont moins de 40 ans, un seul a moins de 35 ans.

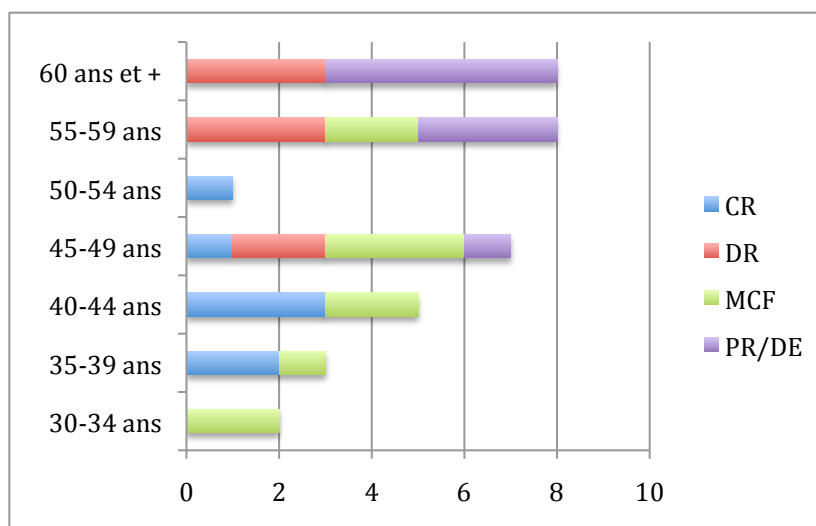
Si la pyramide des âges des universitaires est équilibrée, celle des chercheurs CNRS est fortement déséquilibrée : 15 des 53 chercheurs CNRS ont plus de 60 ans (28%).

Il faut par ailleurs souligner le déclin de l'archéologie syro-mésopotamienne au CNRS (2004-2013) : 11 départs, 1 recrutement). La vague de départ à la retraite continuera d'affaiblir un domaine jusqu'ici bien représenté au CNRS, celui de l'archéologie de l'Orient ancien (Mésopotamie, Syrie, Levant) :

- 8 départs en retraite + 1 décès entre 2004 et 2013 ;
- 3 départs à venir en 2014-2015 ;
- 1 seul recrutement en 2009.

2.2.2. Égypte pharaonique et copte

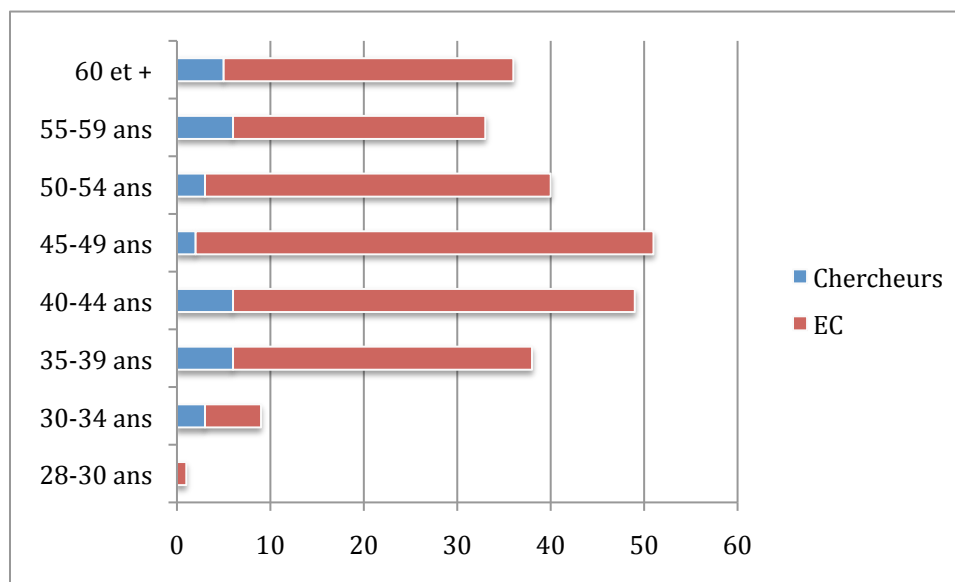
On compte 34 égyptologues et coptes au CNRS (44%) et dans les établissements d'enseignement supérieur (56%). Cet effectif se partage entre 62% d'hommes et 38% de femmes.



Graphique 10 – Pyramide des âges des égyptologues

Les jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs sont en faible proportion : seuls 15% des effectifs ont moins de 40 ans. Alors que les postes d'EC des établissements d'enseignement supérieur ont été renouvelés de manière stable, les départs à la retraite des chercheurs CNRS n'ont pas été entièrement compensés. De plus, trois départs supplémentaires de DR sont prévus dans les trois ans à venir.

2.2.3. Langues et littératures anciennes (section 8 du CNU)



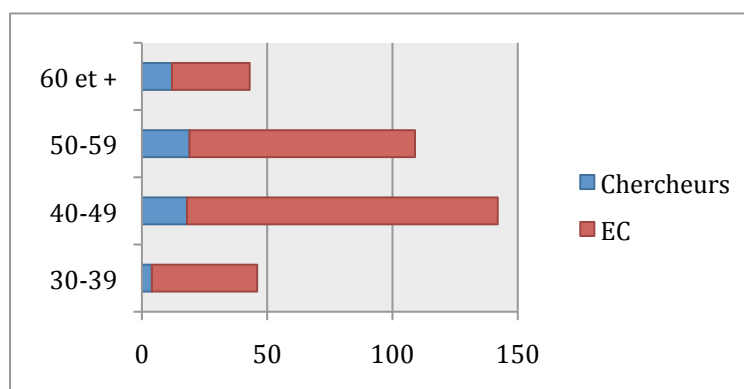
Graphique 11 – Pyramide des âges des chercheurs et enseignants-chercheurs (langues et littératures anciennes)

La démographie des enseignants-chercheurs liés aux domaines couverts par la section 8 du CNU a fortement évolué au cours des quatre dernières années et présente des caractéristiques préoccupantes. Ces quatre années ont vu une très forte diminution du nombre de postes de MCF ouverts au concours dans les universités : les chercheurs et enseignants chercheurs de moins de 40 ans représentent seulement 18% des titulaires actuellement en activité et la grande majorité d'entre eux a été recrutée avant 2010.

Les recrutements récents de chercheurs et d'enseignants chercheurs se sont en outre concentrés dans un petit nombre d'unités de recherche. Les déséquilibres démographiques se sont ainsi creusés entre l'Île-de-France et les autres régions (plus du tiers des moins de 40 ans sont rattachés à des unités basées en Île-de-France), entre certains laboratoires à la démographie favorable (5 UMR – IRHT, AOROC, ArScAn en Île de France, HALMA-IPEL à Lille, HiSoMA en Rhône-Alpes – et 2 EA – le CARRA à Strasbourg et CRISES à Montpellier – regroupent à elles seules 60% des statutaires de moins de 40 ans) et d'autres unités où de nombreux départs à la retraite sont à prévoir dans les prochaines années (la moyenne d'âge des EC en études grecques ou latines est de 52 ans ou plus dans 9 des 25 EA considérées). De fait, la plupart des départs à la retraite qui auront lieu dans les quatre années à venir interviendront dans des EA, alors que ce sont les unités où l'on compte le moins de nouveaux entrants. Le maillage national de la recherche et de l'enseignement en philologie classique (et particulièrement en grec) risque ainsi d'être fortement mis à mal.

Le CNRS joue aujourd'hui un rôle essentiel dans le recrutement des jeunes chercheurs de ce domaine, puisqu'il a maintenu une dynamique de recrutement constante alors que les possibilités de recrutement à l'université s'amenuisent. Alors que l'accent est mis, dans les thèmes de recherches de plusieurs UMR et EA, sur la littérature scientifique et médicale ou sur la patristique, les recrutements récents de CR ont surtout porté sur des profils rares et peu représentés dans le paysage universitaire actuel.

2.2.4. Antiquité gréco-romaine (section 21 du CNU)



Graphique 12 – Pyramide des âges des chercheurs et enseignants-chercheurs (Antiquité gréco-romaine)

Chez les EC antiquisants de la 21^e section, la parité est globalement respectée lorsqu'on observe les deux corps confondus MCF-PR (54% d'hommes). En revanche, en considérant séparément les corps MCF et PR, on constate que les hommes représentent 45% des MCF tandis qu'ils forment les deux tiers (66%) du corps des PR.

En ce qui concerne les âges des EC, les données sont moins précises dans la mesure où cette information n'est pas toujours disponible. On observe une entrée relativement tardive dans la carrière des maîtres de conférences : aucun maître de conférences n'aurait moins de 30 ans et les moins de 40 ans ne représentent qu'un petit quart du corps des MCF (24,8%). La majorité des MCF se situe entre 40 et 49 ans (56,8%). Cette entrée tardive dans la carrière a des conséquences sur la pyramide des âges des professeurs. Nous n'avons recensé aucun PR de moins de 40 ans. La majorité des PR se situent entre 50 et 59 ans (51,6%). Les PR de moins de 50 ans représentent moins du quart du corps (24,7%) tandis que les PR de plus de 60 ans constituent 24,5% de la catégorie.

Pour ce qui concerne les domaines d'enseignement, si l'on considère le champ large de l'Antiquité gréco-latine, l'histoire domine largement, puisque 70% des EC se consacrent à l'histoire grecque et romaine. Il faut noter le très net recul de l'enseignement de l'histoire de l'art : les postes définis comme tels représentent moins de 5% du champ pédagogique. Lorsque les postes sont affichés « histoire de l'art et archéologie », les recrutements ont tendance à privilégier des profils d'archéologues au détriment de profils d'historiens de l'art.

2.2.5. Moyen Âge (histoire, archéologie, histoire de l'art, littérature)

• Effectifs

On compte dans ce domaine 544 chercheurs et enseignants-chercheurs, dans un rapport très déséquilibré au profit des EC : 80 chercheurs du CNRS, soit 14,7% du total et 464 enseignants-chercheurs des établissements d'enseignement supérieur (universités, EPHE, instituts catholiques universitaires), soit 85,3% du total.

Parmi les EC, 268 sont en poste dans une UMR, soit 57,8% et 177 dans une équipe d'accueil, soit 38,1%¹¹.

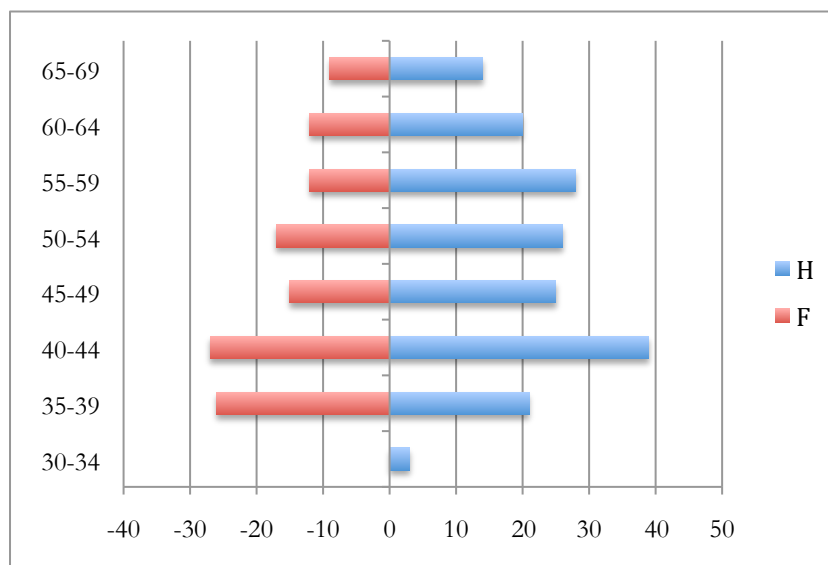
• Démographie comparée des EC¹² et des chercheurs

La pyramide des âges des EC est plus équilibrée que celle des chercheurs : alors que 35% des chercheurs ont 60 ans ou plus, ce n'est le cas que pour 12% des EC. Comme ailleurs, les recrutements sont tardifs, au CNRS comme dans les universités : la proportion de personnes de moins de 40 ans est la même pour les chercheurs et pour les EC : un peu moins de 11%.

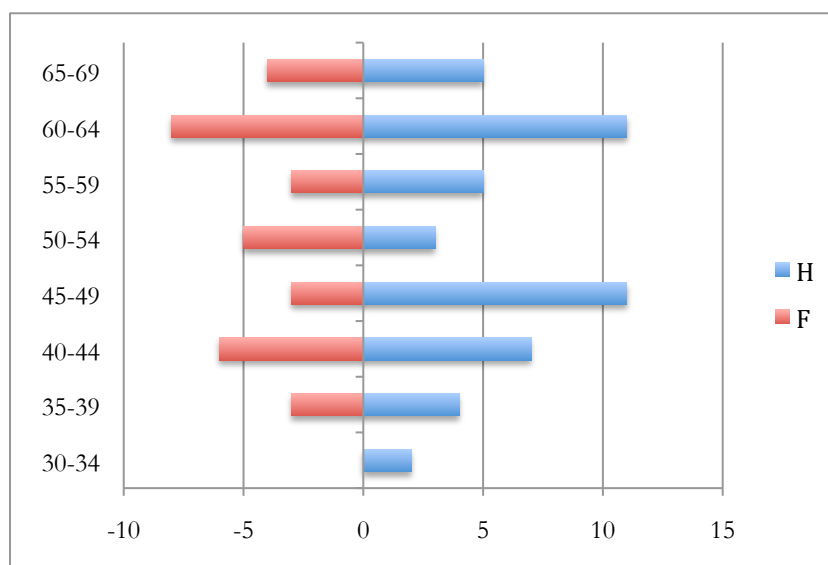
¹¹ 19 EC ne sont comptabilisables dans aucune de ces catégories.

¹² Pour les EC, les données n'ont pu être récupérées que pour 294 individus, soit 63,3% de l'effectif total.

Quant aux différences de carrière entre hommes et femmes, on constate un déséquilibre important au CNRS et plus encore à l'université : les femmes représentent 36% des DR et moins de 29% des PR.



Graphique 13 – Pyramide des âges des EC médiévistes



Graphique 14 – Pyramide des âges des chercheurs médiévistes

2.3. QUELQUES OBSERVATIONS SUR LA SITUATION DES IT DE LA SECTION 32

- Des effectifs toujours en diminution

Le nombre d'IT dans les unités ayant pour rattachement principal la section 32 s'élève à 341 (333 ETPT) au 31 août 2014 (source Labintel)¹³. On observe entre 2009 et 2014 la perte de 17 postes, soit une baisse de 5% des effectifs, qui s'ajoute à la baisse de 10% enregistrée entre 2005 et 2009 (soit à l'époque une perte de 36 postes). Ces données confirment l'érosion constante des effectifs IT de la section.

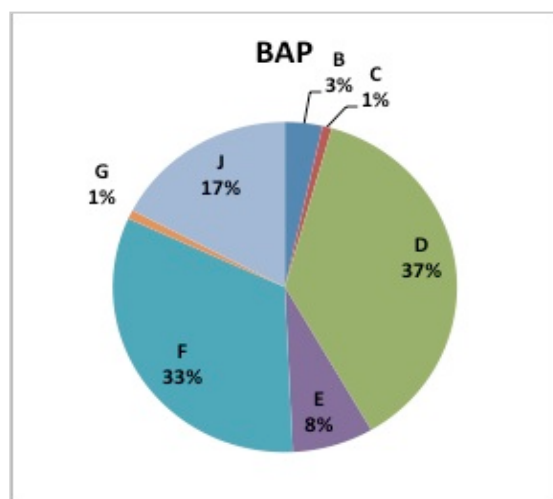
¹³ Les données analysées sont celles des IT rattachés à titre principal à la section 32. La présence d'IT de la 32 dans des labos rattachés à titre principal à la section 31 induit une incertitude pouvant porter au maximum sur 16 IT.

- Répartition par qualité

Les personnels de la section 32 comprennent une nette majorité de femmes (210 femmes – soit 62 % – pour 131 hommes – soit 38%). Les répartitions H/F font apparaître des BAP plus féminisées que d'autres : la BAP J, avec 84% de femmes ; la BAP F (74% de femmes) et la BAP D (52 % de femmes).

- Répartition par BAP

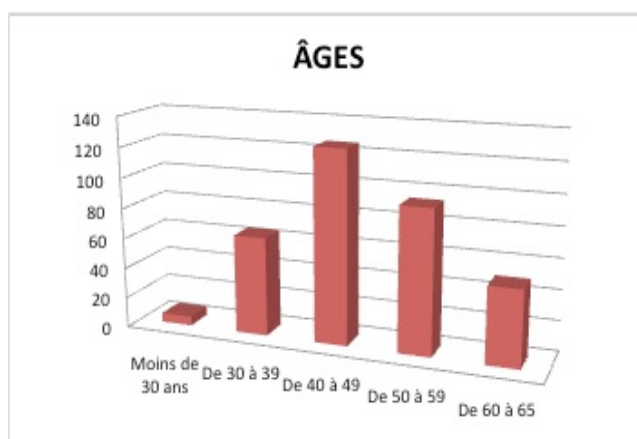
Les personnels CNRS de la section sont répartis principalement dans la BAP D (Sciences Humaines et Sociales) : 37% ; la BAP F (Documentation, Culture, Communication, Édition, TICE) : 33% ; puis la BAP J (Gestion et pilotage) : 17%. Par ailleurs, on compte 26 agents en BAP E (Informatique, statistique et calcul scientifique) : 8% ; 12 en BAP B (Sciences chimiques et sciences des matériaux) : 3% ; 3 agents en BAP C (Sciences de l'ingénierie et de l'instrumentation scientifique) et 3 en BAP G (Patrimoine, logistique, prévention et restauration).



Graphique 15 – La répartition des IT par BAP

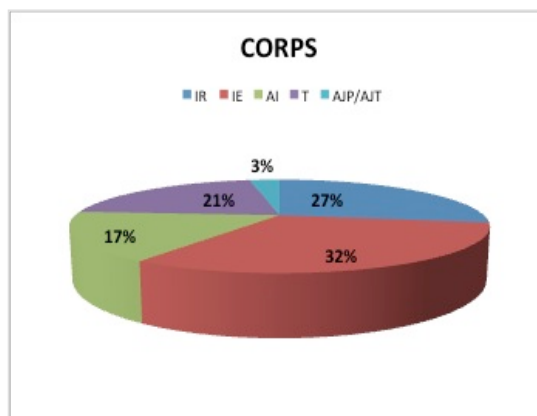
- Répartition selon les classes d'âge

L'âge moyen des IT de la section 32 est de 47,9 ans. La médiane se situe à 48 ans : 15% des agents ont plus de 60 ans et 27% ont entre 50 et 59 ans.



Graphique 16 – Répartition des IT selon les classes d'âge

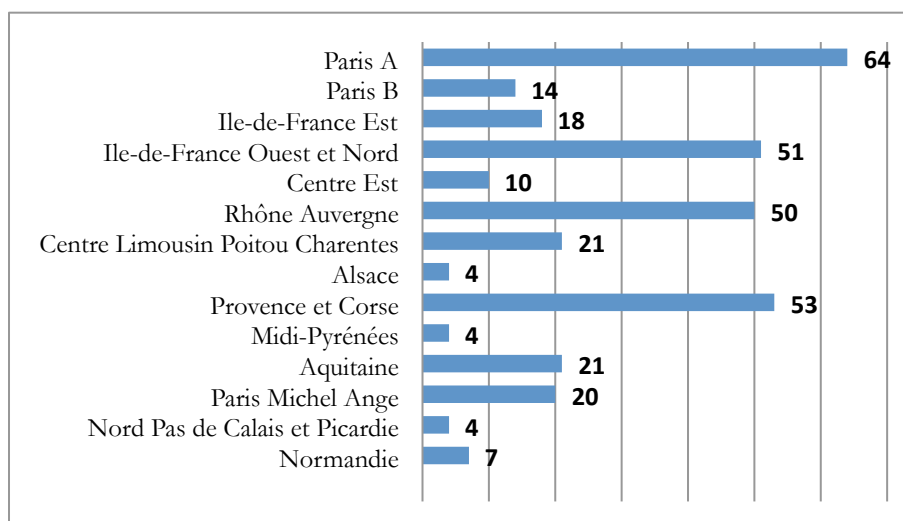
- Répartition par corps en 2009 et 2012



Graphique 17 – Répartition des IT par corps

Le nombre d'IR reste stable par rapport à 2009 ; le nombre d'IE baisse de manière significative (-12%), alors que celui des AI augmente sensiblement pendant la même période. On est donc en droit de se demander si, pour des fonctions identiques, des postes d'AI n'ont pas été substitués à des postes d'IE.

- Répartition par délégations régionales



Graphique 18 – Répartition des IT par délégations régionales

147 IT sont affectés dans une unité de recherche en région parisienne, soit 45% des effectifs (compte non tenu des 20 IT de Paris Michel-Ange qui sont rattachés à la section 32¹⁴).

- REFERENS et les métiers de la BAP D (Sciences humaines et sociales) : vers de nouveaux ajustements

La refonte du référentiel des emplois-types de la BAP D a été pilotée par le CNRS, au printemps 2013. Parmi les ajustements demandés figuraient : la fusion des familles professionnelles DA (Traitement et analyse de bases de données) et DD (Production et analyse de données de terrain) ; le changement d'intitulé de la famille DC (Analyse de sources historiques et culturelles remplace Analyse de sources écrites, iconographiques et orales) ; la création d'un emploi-type de Technicien en archéologie/archéométrie ainsi que d'un Assistant-ingénieur en archéométrie.

¹⁴ Les personnels des Moyens communs (notamment à Paris Michel-Ange) sont rattachés aux différentes sections du comité national par tirage au sort et participent ainsi aux élections des instances d'évaluation.

2.4. LES PERSONNELS DE L'ARCHEOLOGIE

Depuis une quinzaine d'années, un nombre croissant de laboratoires du CNRS accueillent en qualité de membres permanents des agents des services régionaux de l'archéologie et de l'INRAP (Institut national de recherches archéologiques préventives), grâce à des conventions de cotutelle ou de collaboration signées avec le ministère de la Culture et de la Communication (MCC) pour les premiers, et avec l'établissement public INRAP pour les seconds. Treize UMR ont ainsi le MCC pour tutelle, dont six relèvent à titre principal de la section 32 (Archéométrie et archéologie, ArScAn, ARCHIMEDE, CCJ, CESC, HALMA-IPEL). 107 agents des services régionaux d'archéologie¹⁵ sont membres de ces laboratoires qui reçoivent du MCC une subvention de 177 000 € pour la valorisation des projets communs. Cette somme est répartie entre les laboratoires partenaires au prorata du nombre de chercheurs des services régionaux de l'archéologie intégrés dans chacun d'entre eux. L'INRAP compte pour sa part 103 agents dans 24 laboratoires partenaires (dont 8 relèvent à titre principal de la section 32) et apporte une aide en partenariat de 80 000 € affectés aux équipes selon les mêmes critères d'attribution que le MCC.

D'autres centres de recherches ne sont pas conventionnés mais accueillent eux aussi de nombreux agents de la Culture ou de l'INRAP. Leur nombre peut être estimé à une quarantaine pour le MCC et une soixantaine pour l'INRAP. Le statut de ces membres est toutefois difficile à déterminer puisqu'ils sont mentionnés tantôt comme des chercheurs associés tantôt comme des membres de plein droit dans les annuaires de ces laboratoires. Au total, il est donc possible d'évaluer à près de 310 le nombre d'archéologues appartenant au le MCC et à l'INRAP qui participent à l'activité scientifique des laboratoires dépendant de la section 32.

3. Champs et tendances de la recherche

3.1. LA RECHERCHE A L'ERE DU NUMERIQUE

La montée en puissance du numérique dans la recherche a induit des transformations majeures qui dépassent le simple cadre technologique pour constituer des enjeux épistémologiques. L'appellation « humanités numériques » (*digital humanities*), désormais omniprésente, recouvre un ensemble de pratiques de la recherche en sciences humaines et sociales dans lesquelles l'usage du numérique fait partie intégrante des problématiques posées, voire les conditionne ou les rend possible. Les recherches sur les mondes antiques et médiévaux ont été concernées par ces développements, qui ont permis trois grands types d'avancées :

- la création d'une grande quantité de données nouvelles (collecte d'archives numérisées, cartographie, production de données quantitatives, etc.) ;
- l'exploitation de celles-ci, par des analyses automatisées de corpus très importants, leur indexation, l'identification d'emprunts, etc ; le *text & data mining* est devenu un des nouveaux modèles de la recherche, qui n'est en définitive pour les sciences de l'érudition qu'un prolongement de leur méthode et de leur ambition d'exhaustivité ;
- le partage et la diffusion des connaissances, par le biais d'internet, qui permet à la fois un travail collaboratif « sans frontières » et offre un débouché aux productions scientifiques à différents niveaux, de l'édition scientifique à la diffusion « sociétale » et à la valorisation.

Le « tournant numérique » est par exemple très visible dans le domaine de la philologie qui a vu l'essor de différents projets de corpus et un intérêt renouvelé pour les commentaires anciens et médiévaux qui se prêtent particulièrement au format d'édition numérique : c'est le cas, par exemple, pour les scholies aux textes anciens dont le format même se prête à une édition jouant habilement des possibilités offertes par les hyperliens (voir par exemple le projet [Hyperdonat](#)). Le

¹⁵ Nous avons choisi de présenter des chiffres globaux, sans distinguer les sections de rattachement (31 ou 32), afin de ne pas donner une image tronquée des politiques de recherche de ces organismes. Les UMR en rattachement principal à la section 32 accueillent environ 40 % des agents concernés du MCC et de l'INRAP.

numérique a donc un impact sur la nature des corpus étudiés par les philologues, avec un accent croissant placé sur l'exégèse antique et médiévale des auteurs classiques. Si le numérique facilite, depuis trois décennies déjà¹⁶, les travaux lexicographiques et les recherches sur les processus de citation et les phénomènes d'intertextualité, et, plus récemment, l'accès de la communauté scientifique aux documents manuscrits (utilisation d'images numérisées à haute résolution pour des publications de papyrus ou pour la publication, par certaines bibliothèques, de leurs fonds manuscrits en ligne), certaines équipes cherchent désormais à développer des techniques de paléographie numérique reposant sur la similarité de l'image des mots (Word-Spotting, Word-Retrieval) – méthodes d'accès au contenu textuel qui constituent une alternative aux méthodes de reconnaissance optiques (OCR) inefficaces sur les écritures anciennes (voir notamment les projets ANR Graphem et Oriflamm). Du côté de l'édition de textes, certains chercheurs commencent à tester et à développer des méthodes bio-informatiques (précédemment utilisées en génétique) pour établir les liens de parenté entre différents textes descendant de près ou de loin d'un même modèle : des algorithmes peuvent ainsi aider le philologue dans la construction d'un *stemma* et être appliquées à l'ecdotique (voir, à l'échelle internationale, les travaux du groupe *Studia stemmatologica* et, en France, l'édition par J.-B. Guillaumin, des *Noces de Philologie et de Mercure* dans la CUF).

Le rôle de plus en plus prégnant du numérique dans la recherche entraîne nécessairement des mutations dans les manières d'envisager ses terrains et ses modalités. La constitution de corpus très larges accessibles par la voie d'internet implique désormais une approche internationale des domaines de recherche : il n'est plus stratégique d'élaborer en France des corpus existant déjà ailleurs ou pouvant intégrer un ensemble documentaire plus large. De ce point de vue, les nouveaux processus de diffusion peuvent impliquer un « partage des territoires » autant qu'un « partage des travaux ». La logique de consortium et l'élaboration de stratégies de recherche à l'échelle internationale paraissent dès lors devoir s'imposer dans les champs disciplinaires. L'interopérabilité des données implique de même de prendre en compte des standards internationaux, comme ceux notamment de la *Text Encoding Initiative* (TEI) qui sont devenus incontournables en matière d'encodage de corpus textuels ou, pour les sciences archéologiques, de considérer les caractéristiques techniques des méthodes analytiques mises en jeu dans les bases de données. Ajoutons que dans certains cas, ces standards restent à créer et constituent un enjeu majeur de l'interopérabilité des bases de données de recherche.

Le CNRS a joué un rôle de premier plan dans l'émergence des humanités numériques en développant notamment de très grandes cyber-infrastructures (TGE-Adonis qui, suite à sa fusion avec le TGIR Corpus, est devenu le [TGIR-Huma-Num](#), de même que Progedo pour la gestion des données quantitatives), ainsi que des moteurs de recherches spécialisés ([Isidore](#), « Intégration de services, interconnexion de données de la recherche et de l'enseignement ») et un pôle d'édition électronique en accès libre ([CLEO](#)). Ces infrastructures offrent des ressources susceptibles de fournir un cadre cohérent et pérenne aux projets de recherches dans le domaine des humanités numériques, même si la part des TGIR en SHS, en particulier, est très réduite par rapport à l'ensemble des TGIR (0,8% du budget total en 2013) et que leur place reste fragile. Le CNRS a également accompagné la création de la [Bibliothèque Scientifique Numérique](#), visant à faciliter l'accès aux ressources documentaires pour l'enseignement et la recherche. Une politique de consortiums développée récemment par le TGIR-Huma-Num vise à fédérer les projets et à diffuser les bonnes pratiques et les standards au sein des champs disciplinaires : dans le domaine des études médiévales, le consortium « Sources (historiques) médiévales » ([COSME](#)), piloté par l'IRHT, ambitionne de créer des passerelles entre différents corpus de sources et de favoriser les liens et les échanges méthodologiques entre les équipes de médiévistes ; le programme COST [Medioevo Europeo](#), auquel participe également l'IRHT, vise aux mêmes échanges à l'échelle européenne. De ce point de vue, les études médiévales françaises semblent être entrées dans l'ère

¹⁶ Le premier CD-Rom du TLG a été diffusé à partir de 1985.

numérique de manière plus structurée et plus globale que ne le sont les études françaises sur les textes antiques, où l'on constate des situations plus disparates en fonction des corpus considérés.

Pour ce qui est de l'archéologie, le consortium « Mémoires des archéologues et des sites archéologiques » ([MASA](#)), piloté par la Maison Archéologie & Ethnologie, René Ginouvès, vise à favoriser « l'accessibilité des données de la recherche en archéologie, de proposer des guides de bonnes pratiques à destination des chercheurs et ingénieurs du domaine et, par la mise à disposition de corpus numériques, de susciter de nouveaux usages ». Concernant l'archéométrie, malgré l'usage de l'informatique depuis de nombreuses années pour l'acquisition et le traitement des données, la structuration de la recherche et des infrastructures dédiées aux approches numériques reste aujourd'hui limitée par rapport aux enjeux nationaux et internationaux évoqués plus haut. En effet, les développements analytiques et numériques récents permettent aujourd'hui la constitution de référentiels de très grande taille dont l'exploitation nécessite l'usage systématique de BDD et la mise en place de stratégies adaptées de *data mining*. Ces nouvelles données permettent également aujourd'hui d'envisager des modélisations descriptives, voire explicatives. La volonté de la communauté de structurer ces efforts s'est traduite par la création et le développement d'actions spécifiques, notamment au sein du réseau CAIRN Archéométrie de la mission à l'interdisciplinarité, mais elle doit être renforcée et soutenue, notamment par le CNRS, dans un futur proche.

Par ailleurs, la publication par le CNRS fin 2013 d'un document définissant une [stratégie pour l'Information Scientifique et Technique](#) marque une volonté d'accentuer les efforts engagés pour insérer la recherche dans l'ère numérique à travers différentes actions nationales regroupées sous quatre « Plans d'actions partagées » (« Se documenter », « Publier », « Analyser l'information », « Accompagner l'IST et sa valorisation »), auxquelles les chercheurs peuvent contribuer par l'intermédiaire de la plateforme [CorIST](#).

Ces initiatives nationales et transversales montrent une prise de conscience réelle de l'importance du « tournant numérique » qui se reflète également dans la multiplication des journées d'études, tables rondes, écoles thématiques et sessions de formations consacrées aux humanités numériques. La situation est beaucoup plus contrastée du point de vue des producteurs de données dans les domaines couverts par la section 32. La réussite d'un projet numérique passe par la conjonction de trois domaines de compétences, celui du chercheur, celui de l'ingénieur en « information scientifique et technique » et celui de l'informaticien. Or, ces conditions n'ont pu être réunies que dans des unités bien dotées (en premier lieu, l'IRHT, support par exemple de la plateforme « Traitement électronique des manuscrits et des archives » [[TELMA](#)] ou de la « Bibliothèque virtuelle des manuscrits médiévaux » [[BVMM](#)]), ou associées à des structures de service (MSH), à moins que le porteur de projet n'ait bénéficié de moyens financiers spécifiques pour recruter le personnel compétent.

De fait, le financement sur projet a joué un rôle important dans le développement de programmes de recherches fondés sur le numérique : l'ANR a financé des projets de ce type, essentiellement sur les appels de type « blanc » (ex. : OMNIA, « Outils et Méthodes Numériques pour l'Analyse des textes médiolatins » [2009-2012] ; E-PIGRAMME, « Édition numérique des inscriptions grecques du Louvre » [2013-2015]) ou l'appel dédié « Corpus » (ex. : ARCHIBAB, « Archives babyloniennes » [2008-2010] ; CHARCIS, « Chartes cisterciennes du XII^e siècle [2013-2015] » CIPIA [2010-2013], DEPOMETAL [2013-2015]). Les humanités numériques ont également profité, bien que dans l'ensemble de façon encore assez marginale, des financements Labex (par exemple Hastec, « Laboratoire européen d'histoire et anthropologie des savoirs, des techniques et des croyances », et son atelier « Cultures numériques » ; Archimède et le « Projet d'index global des inscriptions des temples de Karnak » de l'USR 3172) ou Equipex (notamment [Biblissima](#), observatoire du patrimoine écrit du Moyen Âge et de la Renaissance, avec une fort accent mis sur la numérisation et la diffusion des corpus, Equipex PArtimex). Les financements européens ont aussi bénéficié à des projets numériques, comme le programme [ArkeoGIS](#) visant à créer une interface numérique de mise en commun des données scientifiques disponibles en

archéologie sur la vallée du Rhin et qui s'est appuyé sur le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) entre 2011 et 2014.

Ces financements ponctuels ne peuvent néanmoins à eux seuls répondre à tous les besoins et à toutes les exigences, d'autant que les dimensions de la pérennité et de l'interopérabilité des données n'y ont pas forcément été envisagées. Ils ont aussi essentiellement profité aux structures déjà en partie dotées d'ingénieurs et de personnels IST, offrant la possibilité d'un montage de projet efficient. Un écart important s'est creusé *de facto* entre les grosses structures ou pôles dit « d'excellence » et des centres de recherche ne bénéficiant pas des moyens humains et financiers pour mettre en place une politique de recherche fondée sur le numérique. Les dotations récurrentes des unités et des USR portant les MSH sont en elles-mêmes trop faibles pour assurer la construction efficace de ces politiques scientifiques. Dans le domaine de l'archéologie, les initiatives du consortium MASA paraissent relativement limitées face à la masse de données à numériser et à traiter. De ce point de vue, une politique volontariste s'imposerait pour la création de fonds d'archives archéologiques (physiques) associés à des plateformes d'archivages numériques accompagnant la production des données des missions archéologiques à l'étranger. Il en est de même du point de vue du stockage, de la structuration et de l'exploitation des données archéométriques et de leur interopérabilité avec celles des autres domaines des SHS. À titre d'exemple, la MSH MOM, comme les unités qu'elle héberge, ne possède pas de service d'archives scientifiques propre, ce qui voue les données produites à un risque de disparition inexorable au gré des reconfigurations et départs des porteurs de mission. De manière paradoxale, les données numériques produites récemment sont celles qui courent le plus grand risque, alors que les archives physiques, même délaissées, sont au moins disponibles à une future réutilisation. Une politique de préservation des données produites dans les dernières décennies s'avère cruciale, qui prendrait en compte les archives des chercheurs individuels aussi bien que celles produites collectivement.

Par ailleurs, au moment où un moteur de recherche performant, Isidore, a été conçu par le CNRS pour moissonner les données de la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales, il est patent que les résultats produits par ce moteur sont actuellement faibles, tant la préparation des données issues directement des laboratoires n'a pas été au centre des préoccupations. La production et la préparation des données par chaque unité de recherche de sorte qu'elles soient réutilisables et interopérables – condition de l'open access – impliquent une généralisation de la formation des chercheurs, de l'accompagnement de ceux-ci par des ingénieurs IST ainsi qu'un équipement adéquat, qui ne peut se contenter d'un saupoudrage des moyens par le biais d'appels d'offre. La politique de l'Open Research Data implique désormais d'exposer la structuration des données et de penser à deux niveaux : la qualité du produit scientifique et la qualité de l'encodage des données. Même si le TGIR-Huma-Num a mis récemment en place l'outil [NAKALA](#), destiné à fournir aux chercheurs l'infrastructure numérique permettant un accès persistant et interopérable à leurs données, la situation est peu favorable dans les unités, faute d'avoir investi en moyens humains et financiers dans celles-ci pour la production et l'élaboration des données sous un format diffusable. Le rapport stratégique sur l'IST émanant du CNRS reconnaît qu'il y a en SHS, au vu de l'éclatement des qualifications sur les BAP D, F et E, « un chantier stratégique RH à bâtir autour de la formation, de l'évolution des métiers et du développement des carrières, les trois notions étant liées. La question du devenir des personnels de moindre qualification est une question sensible et importante »¹⁷. Le rapport élude la question des recrutements d'ITA à la fois compétents en analyse de sources anciennes et formés aux humanités numériques, qui permettraient aux unités de produire et de structurer des données numériques réutilisables et interopérables. S'agissant des chercheurs, l'absence de réelle valorisation des activités de production et de pérennisation des données numériques dans l'évaluation de leur production scientifique peut paraître également un frein à leur participation

¹⁷ *Mieux partager les connaissances. Une stratégie ouverte pour une information scientifique et technique d'avenir*, Direction de l'Information Scientifique et Technique du CNRS, [2014], p. 30.

pleine et entière aux démarches de diffusions des données de la recherche au-delà de la publication de leurs études.

Enfin, concernant cette dernière, les chercheurs et enseignants-chercheurs sont de plus en plus confrontés aux débats grandissants sur la question de l'open access, qui remet en question les modèles de publication auxquels ils étaient habitués, et ce d'autant plus que la publication en open access est désormais obligatoire pour la plupart des projets financés (ANR, ERC)¹⁸.

3.2. ÉVOLUTIONS, RECOMPOSITIONS

La section 32 est celle qui couvre le plus large domaine chronologique, de l'apparition de l'écriture au quatrième millénaire av. J.-C. à la fin du Moyen Âge. Les remarques présentées ici ne prétendent donc à aucune exhaustivité ; elles reflètent la sensibilité des membres de la section aux évolutions en cours dans les principaux champs de recherches.

Il faut tout d'abord souligner que le sous-continent indien, l'Asie du sud-est ou l'extrême Orient sont demeurés absents des horizons de la section 32, bien que cette dernière, en accord avec la section 33, soit désormais ouverte à ces espaces de recherche pour les époques anciennes et prémodernes. L'Afrique sub-saharienne, pour sa part, est encore trop peu représentée dans la section.

3.2.1. Orient ancien

L'Orient ancien est un champ immense par son extension géographique et chronologique ; il est représenté à parts *grosso modo* égales à l'université et au CNRS. Ce dernier se distingue par un fort investissement dans certaines aires culturelles (Arabie, Asie centrale, Anatolie...) et par l'accent mis sur les études paléo-environnementales¹⁹, alors que l'université cultive des domaines de recherche plus classiques en histoire et archéologie du Proche-Orient ancien, hellénistique et romain.

Certains domaines nécessitent un soutien particulier en raison du trop faible nombre des chercheurs ou de départs en retraite imminents : archéologie de l'Asie centrale, Mésopotamie, Iran achéménide, parthe et sassanide. Comme on l'a vu, l'instabilité politique actuelle de ces régions et la difficulté à travailler dans plusieurs pays (Turquie, Iran, Palestine), voire la fermeture de régions entières (Irak du Sud, Syrie) accroissent l'incertitude qui pèse sur ce domaine de recherches, même si des terrains jusqu'ici délaissés ou inaccessibles émergent actuellement comme de nouveaux champs prometteurs : Kurdistan irakien, Arabie Saoudite, républiques d'Asie centrale...

Du point de vue des problématiques, la tendance majeure est l'élargissement des frontières géographiques et chronologiques, permettant une compréhension de plus en plus globale des événements et des phénomènes – politiques, économiques, culturels... – au-delà de la question des formations impériales. Sont désormais réunies et utilisées la documentation portant sur la Méditerranée orientale – monde égéen et grec, Égypte –, le monde iranien et l'Asie centrale ; on peut envisager, dans un avenir plus lointain, la possibilité d'études pleinement historiques – et non une juxtaposition seulement comparatiste – avec les mondes indiens et chinois. À cela s'ajoute, par voie de conséquence, une vision dilatée des limites chronologiques : on réalise par exemple que l'histoire de l'âge du Fer, au Proche-Orient, ne s'arrête pas avec la crise de l'empire néo-assyrien ou néo-babylonien, et l'on souligne désormais la continuité culturelle et politique avec les époques achéménide et hellénistique. Ainsi commence à s'affirmer l'idée que la Grèce et Rome ne peuvent plus être appréhendées toutes seules mais font partie intégrante de systèmes qui ont eu une existence historique réelle et ne sont pas uniquement des créations intellectuelles de chercheurs.

¹⁸ Pour quelques éléments du débat, voir les ressources rassemblées à l'occasion d'une journée d'étude tenue en février 2013 et consacrée aux revues SHS face à l'open access : <http://www.openaccess-shs.info/ressources/>.

¹⁹ À parts égales entre les sections 31 et 32.

À l'étude des frontières indo-iraniennes et de la civilisation de l'Indus, point fort traditionnel de la recherche française, s'ajoutent désormais des programmes concernant la basse vallée de l'Indus-Balouchistan, au Pakistan, ainsi que d'autres régions d'Asie centrale : l'Ouzbékistan, le Turkménistan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et le Nord de l'Afghanistan. Par le développement récent des recherches dans le Caucase et dans le monde iranien, l'ensemble de ces régions et les cultures qui y sont identifiées sont progressivement reconnues comme appartenant à des systèmes en contact entre eux et en relation avec les sociétés syro-mésopotamiennes, à différents moments de leur histoire et de leur développement, depuis le Chalcolithique jusqu'à l'âge des empires.

3.2.2. *Égyptologie*

L'égyptologie et les études nubiennes restent des domaines extrêmement actifs et visibles de la recherche française, s'appuyant principalement sur cinq UMR, l'EPHE, le Collège de France et le Musée du Louvre, mais aussi, en Égypte, sur une ÉFÉ (l'IFAO) et deux USR (le CFEETK à Karnak et le CÉAlex à Alexandrie) et, au Soudan, sur la SFDAS basée à Khartoum.

Parmi les évolutions récentes se signale un développement constant des études sur l'Égypte tardive (I^{er} millénaire av. J.-C. et époque romaine), autant sur le plan archéologique qu'épigraphique et papyrologique. S'agissant des effectifs permanents, ils sont restés relativement stables à l'université mais ont baissé de manière sensible au CNRS. Dans les chantiers « traditionnels » menés par les chercheurs français (notamment Saqqâra, Karnak, le Ramesseum, Tanis, les sites soudanais), les travaux s'avèrent toujours aussi productifs et les problématiques ont été renouvelées par des approches et techniques nouvelles mais les équipes sont souvent confrontées à des difficultés pour stabiliser leur personnel de recherche, ce qui est dû davantage à une pénurie de postes qu'à un réel manque de vivier. L'un des enjeux pour l'avenir est aussi la préservation et la gestion cohérente des données et des archives issues de ces recherches, autant sur support physique que numérique, pour pérenniser et rendre accessible l'immense patrimoine scientifique de l'égyptologie française.

3.2.3. *Antiquité gréco-romaine*

Si la Méditerranée demeure un des champs privilégiés de la recherche française (elle est le domaine propre d'environ 30% des chercheurs de la section), force est de constater que son bassin occidental, fortement investi ces quarante dernières années, en lien avec l'histoire des migrations de populations et des contacts entre cultures, est aujourd'hui en voie de délaissement. De nombreux départs à la retraite récents ou à venir sont – là encore – en cause.

Pour l'histoire grecque, bien représentée dans la section, les sources épigraphiques constituent encore et toujours la principale source du renouvellement de nos connaissances. L'histoire économique et sociale, ainsi que les questions de géographie historique, demeurent particulièrement dynamiques ; les études concernant l'économie, la fiscalité et l'exploitation des ressources agricoles, par exemple, sont toujours plus nombreuses du côté du monde gréco-romain ptolémaïque. Les travaux sur la Grèce romaine connaissent également un fort dynamisme. On assiste par ailleurs à un net retour de thématiques d'histoire politique très classiques, mais désormais fondées sur l'étude croisée des sources archéologiques et textuelles.

En revanche, la section s'inquiète du devenir des recherches en histoire de l'art antique, plus particulièrement en iconographie et iconologie, qui seront bientôt affectées par le départ à la retraite de plusieurs chercheurs ayant joué un rôle pionnier et structurant dans des domaines divers, à la croisée de l'histoire de l'art et de l'archéologie. Cette dernière voie paraît en cours de tarissement. D'autres profils mixtes, mêlant par exemple philologie et histoire de l'art, sont devenus très rares au CNRS et à l'université. Le domaine des arts de l'Antiquité classique risque d'être prochainement sinistré, alors qu'il existe des équipes fortement engagées dans ce domaine.

Dans le domaine de l'architecture antique, la montée en puissance des outils informatiques a entraîné un foisonnement des restitutions et interprétations dans les publications archéologiques classiques et électroniques. Ces images 3D, qui ne sont pas toujours solidement étayées par une

analyse architecturale et stylistique, montrent bien la nécessité de se doter d'équipes pluridisciplinaires pour étudier et analyser les parures monumentales des villes grecques et romaines. Or, l'affaiblissement du recrutement d'archéologues ou d'historiens de l'art rompus à l'analyse des décors, des styles architecturaux, ou d'architectes spécialistes de la construction, à un moment où les découvertes n'ont jamais été aussi nombreuses, fragilise la discipline. À ce titre, la situation de l'Institut de Recherches sur l'Architecture Antique est plus que préoccupante, puisqu'à l'absence de recrutement ces dernières années vont s'ajouter de nombreux départs à la retraite. Le risque de marginalisation de cette discipline est donc grand, au moment où la présence de ses spécialistes s'avère primordiale sur le terrain et dans les travaux de restitution.

Un autre motif d'inquiétude dans le domaine des Antiquités est le dépérissement de la papyrologie littéraire et des études de littérature grecque, qui attirent de moins en moins d'étudiants à l'université. L'étude de la lyrique et de l'épique archaïques, par exemple, a fait l'objet ces dernières années d'avancées importantes, notamment grâce à nos collègues étrangers ; le CNRS est resté par trop absent de ces domaines, alors qu'il pourrait jouer un rôle clé dans la pérennité et le renouvellement des études grecques à l'heure où elles se trouvent menacées dans les cursus universitaires.

Du côté des langues rares, on note l'absence prolongée de disciplines importantes comme l'Araméen ancien ou l'Arménien.

3.2.4. Monde byzantin

Les recherches dans le monde byzantin en France se sont renouvelées de manière assez satisfaisante ces cinq dernières années. Si les différentes équipes ont perdu ou vont perdre très prochainement plusieurs de leurs membres en raison de départs à la retraite, elles ont été rejointes par de nouveaux chercheurs. Les recherches sur les derniers siècles de l'histoire de Byzance, sur l'Italie byzantine et les relations entre Byzance et l'Occident, en papyrologie grecque tardo-antique et en archéologie des Balkans, sont particulièrement dynamiques. Des problèmes demeurent néanmoins : à l'UMR 8167, la poursuite des éditions des actes de l'Athos est mise en difficulté par l'absence d'un ingénieur ; l'équipe des byzantinistes de Strasbourg est menacée à court terme faute d'un nombre suffisant de chercheurs. Enfin, on peut craindre que les recherches en philologie byzantine ne pâtissent fortement du tarissement du recrutement des spécialistes à l'université, étant donné la réduction des effectifs des départements de grec.

3.2.5. Islam

Dans le domaine des études islamiques, on observe plusieurs phénomènes qui indiquent à la fois un dynamisme marqué par un fort renouvellement, et des domaines qui pourraient être menacés à court terme. Depuis une quinzaine d'années, les études sur l'Islam médiéval se sont profondément renouvelées. De nombreuses thèses ont été soutenues, et les universités ont recruté pour la même période seize Maîtres de Conférences (dont trois ont été récemment élus professeurs). Ces recherches sont marquées notamment par un retour aux éditions (ou rééditions), traductions de sources, un renouvellement de l'histoire politique mais aussi économique et sociale, une reprise des études sur le Maghreb, longtemps négligées. Le domaine des études coraniques et de l'islamologie connaît également un nouveau départ, sur des bases méthodologiques repensées, avec notamment plusieurs thèses en cours ou achevées.

Pour l'archéologie, le contexte géopolitique et la fermeture ou les difficultés d'un certain nombre de terrains (Irak, Syrie, mais aussi Égypte, Algérie...) ont conduit à une réorientation, notamment sur le Kurdistan irakien, l'Asie Centrale et la Péninsule Arabique, avec de nombreux projets et de nouvelles possibilités de financement. Mais la faiblesse de l'encadrement en archéologie islamique est préoccupante : il n'y a que deux enseignants-chercheurs HDR – dans des universités parisiennes – dont l'un va partir en retraite prochainement. Cela met en péril la discipline, même si le CNRS a recruté trois chercheurs en archéologie islamique dans la dernière décennie.

3.2.6. *Moyen Âge occidental*

L'archéologie médiévale métropolitaine représente aujourd'hui environ le quart des opérations réalisées en France. Ses résultats, considérables depuis deux décennies, ont totalement renouvelé nos connaissances dans des domaines aussi variés que le développement urbain, les origines du village, les relations homme-nature, le chantier de construction ou les pratiques funéraires.

Toutefois, les contraintes de l'archéologie préventive et la dispersion des opérateurs, accentuée par le développement des entreprises privées, ont amplifié la pénurie de publications de monographies d'envergure et surtout de synthèses, seules à même de transmettre ces avancées au-delà de la communauté archéologique. Dans le même temps, les choix de recrutement du CNRS, principalement tournés vers des spécialités novatrices mais relativement techniques, n'ont pu favoriser cet effort de synthèse, particulièrement nécessaire pour fournir des cadres de réflexion généraux. Le recrutement de chercheurs plus généralistes paraît constituer un enjeu majeur pour animer plus largement des équipes.

Au sein des UMR, si certaines orientations récentes de la discipline sont aujourd'hui bien représentées (archéologie du bâti, anthropologie physique, histoire des techniques, paléo-environnement, etc.), d'autres domaines qui connaissent quelques frémissements depuis deux ou trois ans mériteraient d'être soutenus pour s'inscrire dans la durée : étude du mobilier non-céramique, archéologie des derniers siècles du Moyen Âge, développement des résidences élitaires...

L'histoire du Moyen Âge continue à se renouveler grâce à une proximité plus grande avec les sources grâce, notamment à la philologie et à la paléographie qui sont enfin reconnues par la majorité des historiens comme des disciplines à part entière, mais aussi grâce à une approche plus littéraire des sources, prenant plus nettement en compte leur statut et leur écriture, par exemple dans sa dimension stylistique. L'analyse conjointe du contenant et du contenu est de plus en plus, aujourd'hui, la norme.

Les études d'histoire religieuse et culturelle connaissent un dynamisme soutenu mais laissent toujours quelque peu à l'écart les formes d'expression artistique – arts visuels, musique – ainsi que l'histoire des sciences et des techniques, l'histoire de la médecine. On assiste par ailleurs, semble-t-il, à un regain d'intérêt récent pour l'histoire économique et sociale, qui avait été délaissée ces derniers temps. Sur le plan géographique, il faut souligner que les périphéries britanniques, orientales et septentrionales de l'Europe demeurent toujours en marge de la recherche française.

3.2.7. *Archéométrie*

L'archéométrie s'intéresse aux informations enregistrées par les objets anciens, artefacts ou archives environnementales, à différentes échelles, le plus souvent observables à travers la mesure instrumentée de paramètres inaccessibles à l'observation visuelle. Ces méthodes relèvent de disciplines des sciences chimiques et physiques, sciences de la Terre et de la Vie et des sciences environnementales. La section 32 compte actuellement une vingtaine de chercheurs relevant de ces approches et le même nombre d'enseignants chercheurs, ainsi qu'une trentaine de personnels d'accompagnement de la recherche. 21 UMR accueillent actuellement des personnels relevant de la section 32 qui ont recours aux méthodologies de l'archéométrie²⁰.

Il existe dans ce domaine deux profils : des historiens et archéologues maîtrisant et utilisant de manière raisonnée, voire experte, les méthodes et les concepts de l'archéométrie ; et des chercheurs et ingénieurs issus des sciences descriptives naturelles travaillant en lien direct avec les problématiques des sciences humaines. Un des enjeux cruciaux des prochaines années dans le domaine des SHS sera d'accueillir au sein des sections de sciences humaines ces deux types de profils, de manière équilibrée.

²⁰ Ces données proviennent d'une récente enquête (mai 2014) menée par le réseau CAI-RN (Compétences Archéométriques Interdisciplinaires – Réseau National) de la Mission pour l'Interdisciplinarité du CNRS.

Ces approches interdisciplinaires nécessitent une structuration constante basée sur des échanges entre chercheurs et ingénieurs des différentes disciplines. La communauté a reçu un soutien significatif du CNRS afin d'organiser des écoles thématiques (citons de manière non exhaustive les écoles et formations suivantes : Analyse archéométrique des céramiques archéologiques, Archéométrie des composés du fer et du manganèse, Archeobios, Paléogénomique, logiciels de modélisation chronologique, Technos), mais également de mettre en place un réseau de la Mission pour l'Interdisciplinarité (CAI-RN pour Compétences Archéométriques Interdisciplinaires-Réseau National). Une réflexion globale est, ainsi, menée sur le métier d'archéomètre et des échanges importants ont vu le jour entre les chercheurs issus des différentes communautés. Par ailleurs le Groupement des Méthodes Pluridisciplinaires Contribuant à l'Archéologie (GMPCA) anime de longue date la communauté notamment par la livraison très régulière de la revue *Archéoscience* et l'organisation du colloque du GMPCA, reconnu internationalement. L'archéométrie est également bien intégrée et reconnue dans les évolutions récentes du paysage de la recherche liée à la mise en place des Idex et Labex. Pour ces derniers, 6 projets (LaScArBdx, PATRIMA, MICHEM, BCDIV, MATISSE, LabexMed) intègrent des activités archéométriques, au sein d'axes bien identifiés. On notera cependant un danger de confusion entre les approches de l'archéométrie ayant trait à la conservation et la restauration des objets du patrimoine et celles plus directement liées à des problématiques de sciences humaines.

Mentionnons pour finir le développement au niveau national de plusieurs plateformes analytiques dédiées à des techniques utilisées en archéométrie et dans les sciences humaines. Celles-ci peuvent avoir été constituées au sein de laboratoires existants (Accélérateur AGLAE du C2RMF, plateforme de l'IRAMAT au CEA Saclay par exemple) ou faire partie de laboratoires aux contours plus larges (Laboratoire de datation ARTEMIS), voire entièrement dédiés à l'étude des objets et matériaux du patrimoine au sens large (Laboratoire IPANEMA adossé au Synchrotron SOLEIL, UPS dépendant de l'INEE mais en cotutelle avec l'INSHS, l'INC et l'INP), accessibles aux chercheurs français et européen sur appels à projet. Citons enfin l'existence de moyens européens tels CHARISMA, grâce auxquels les chercheurs en archéométrie peuvent avoir accès sur appels à projet aux grandes infrastructures de recherche (Synchrotrons, Neutrons, Faisceaux d'ions, etc.). Il conviendra de veiller dans le futur à ce que les thématiques des sciences humaines, avec leur finalité historique, soient bien représentées dans les recherches et applications de ce type de structures, fortement soutenues financièrement et politiquement au niveau national.

3.3. LA DIMENSION INTERNATIONALE DE LA RECHERCHE FRANÇAISE

3.3.1. Langues de publication

En 2011, à l'échelle de l'ensemble des SHS, 350 ouvrages avaient été publiés par des chercheurs CNRS : sur ces 350 ouvrages, près des trois quarts avaient été publiés en français, tandis que 13% étaient publiés en anglais et 13% dans d'autres langues (allemand, italien et espagnol principalement). Cette proportion n'est pas très différente de celle observée pour les ouvrages publiés par les chercheurs de la section 32. Cette même année, à l'échelle de l'ensemble des SHS, les chercheurs CNRS ont publié 1017 chapitres d'ouvrages dont une majorité en français, mais 1/4 en anglais et 12% dans une autre langue. Encore une fois, on retrouve des proportions similaires lorsque l'on observe isolément le cas de la section 32.

Plus généralement, les données RIBAC recueillies en 2011 et 2012 montrent qu'en moyenne 70% des publications de la section 32 sont en français et environ 1/4 en anglais. Les autres langues sont, par ordre décroissant, l'italien, l'allemand et l'espagnol, ainsi que neuf autres langues (arabe, bulgare, catalan, croate, hébreu, persan, portugais, russe et turc). Ces exemples suggèrent que les chercheurs de la section 32 opèrent, pour leurs publications, des choix de langues similaires à ceux des autres sections SHS.

Soulignons par ailleurs que des chercheurs étrangers de grande envergure se tournent, dans nos domaines, vers des revues françaises (dont certaines sont soutenues par le CNRS) pour y être publiés en français. À titre d'exemple, sur les quinze articles publiés en 2013 par les *Cahiers de civilisation médiévale*, douze avaient pour auteur un étranger.

3.3.2. Visibilité internationale de la recherche française sur l'Antiquité et le Moyen Âge

Plusieurs revues de premier plan soutenues par le CNRS procurent à la recherche française une très large diffusion en français et lui donnent une excellente visibilité internationale. À titre d'exemple, en 2013, sur les 893 abonnements des *Cahiers de civilisation médiévale*, 610 sont destinés à l'étranger, dont une immense majorité à des pays non-francophones, en premier lieu aux États-Unis (136), à l'Allemagne (58), aux Pays-Bas (53), à l'Italie (50), à la Grande-Bretagne (30) et à l'Espagne (23). Cette diffusion s'étend à de nombreux pays d'Europe (par ex. Hongrie 11, Roumanie 8), du Maghreb (Maroc 1), du Proche-Orient (Israël 4, Liban 3, Turquie 1), d'Asie centrale (Pakistan 1), d'Extrême-Orient (Japon 10, Corée du sud 2), d'Amérique du sud (Chili 1) et d'Océanie (Australie 2). Ajoutons à cela que, au 28 mars 2014, 70 % des *followers* de la page Academia.edu de la revue sont des étrangers (32 Bulgares, 29 Italiens...).

Dans nos domaines, la visibilité des publications françaises passe notamment par la possibilité, pour cette recherche, d'être correctement indexée dans des bases de données bibliographiques. Or, les titres des articles de recherche rédigés en français sont souvent mal pris en compte ou saisis de manière fantaisiste (avec une traduction automatique du titre dans un anglais approximatif) par les plateformes de recherche bibliographique du type *Thomson Reuters Web of Science*. Pour la section 32, la perte importante que constitue la possibilité d'obtenir un financement pour colloque auprès du CNRS depuis que ces fonds sont affectés à la traduction des revues ne s'est, pour le moment, traduite par aucune compensation concrète et utile à nos domaines. Plutôt que de faire traduire intégralement des revues – opération pour laquelle aucune revue relevant des domaines de compétence de la section 32 n'a pour le moment été sélectionnée –, il pourrait être plus intéressant de mener des campagnes systématiques de traduction rétroactive des sommaires de revues françaises. Toujours afin de renforcer la diffusion des revues qu'il soutient, le CNRS pourrait participer à la création d'un portail documentaire en français et en anglais ou développer BiblioSHS de manière à y présenter les sommaires des derniers numéros parus et les résumés des articles. En effet, seule une politique active dans le domaine des humanités numériques permettra aux revues de relever les nombreux défis auxquelles elles se trouvent confrontées.

Enfin, tous les chercheurs qui s'intéressent aux textes antiques et aux sources littéraires ne peuvent que déplorer la menace qui pèse actuellement sur le futur de l'*Année épigraphique* et la situation de blocage qui s'est développée depuis quatre ans autour de l'*Année philologique* – outil bibliographique majeur pour la philologie et l'histoire anciennes, fondée en 1928 par Jules Marouzeau, soutenue par le CNRS depuis 1946, utilisée dans le monde entier et progressivement développée par six rédactions (France, États-Unis depuis 1965, Allemagne depuis 1972, Suisse depuis 1977, Italie depuis 1995, Espagne depuis 2000). Les difficultés locales de fonctionnement du bureau français ont fini par affecter, sur fond de différend entre le CNRS et la Société internationale de bibliographie classique (SIBC), tout le fonctionnement de cet outil bibliographique essentiel. Le résultat, catastrophique pour les chercheurs des domaines concernés – qui, dans leur très grande majorité, se reconnaissent dans les thèmes de la section 32 –, est qu'aucune saisie du bureau français postérieure à 2010 n'est à ce jour entrée dans la base de données en ligne, alors qu'il était auparavant possible d'accélérer la saisie des fiches bibliographiques en entrant soi-même les références de ses publications. Les travaux récents et à venir des philologues et historiens de l'Antiquité publiant en France courent actuellement le risque d'être exclus de l'outil bibliographique que des philologues français ont jadis créé dans le but même de donner à leur recherche une dimension internationale.

Il est paradoxal, à l'heure où la recherche française cherche à améliorer sa visibilité internationale, de constater que de telles incertitudes pèsent sur la pérennisation et la survie de

deux outils bibliographiques majeurs. Il est tout à fait nécessaire et urgent pour une partie des domaines couverts par la section 32 que des solutions soit rapidement trouvées et que les chercheurs français puissent à nouveau bénéficier de la visibilité et du rayonnement que leur procuraient ces deux revues.

Annexe : Projets ANR liés aux domaines de la section 32 (2005-2013)

Année	Appel	Acronyme	Intitulé	Coordinateur	Partenaire principal	Site	Montant
2005	BLANC	CIRCE	Constructions et représentations culturelles de l'espace dans les sociétés anciennes	F. de Polignac	UMR8210 Anhima	Paris	
2005	BLANC	DATI	De l'Antiquité tardive à l'islam en Arabie, au Proche-Orient et en Afrique du Nord	Chr. Robin	UMR8167 O&M	Paris	
2005	BLANC	Salaire et Salariat	Salaire et Salariat au Moyen Âge	L. Feller	UMR8589 LAMOP	Paris	
2005	BLANC	ATHIS	Atelier international histoire et informatique	J.Ph. Genet	UMR8589 LAMOP	Paris	120 000 €
2005	BLANC	ARMILIT	Archéologie des milieux littoraux entre Aude et petit Rhône depuis le néolithique	Ph. Blanchemanche	UMR5140 ASM	Montpellier	
2005	BLANC	SOPHOCLE	Autour du détroit d'Ormuz, évolution des sociétés et du climat à l'Holocène	S. Cleuziou	UMR7041 ARSCAN	Paris	200 000 €
2005	BLANC	EELMAA	Édition électronique du Mystère des Actes des Apôtres	D. Smith	UMR8589 LAMOP	Paris	
2005	JCJC	EPIPOLES	Épigraphie et nécropoles archaïques et hellénistiques d'Italie	M.-L. Haack	UMR8546 AOROC	Paris	
2005	JCJC	EMMA	Pour une anthropologie historique des émotions au Moyen Âge occidental	D. Boquet	UMR7303 TELEMME	Aix-Marseille	
2005	JCJC	Geopam	Géoarchéologie des ports antiques de Méditerranée	J.-Ph. Goiran	UMR5133 Archéorient	Lyon	
2006	BLANC	ARCOR	Corrosion multiséculaire des systèmes ferreux complexes	Ph. Dillmann	CEA - UMR5060 IRAMAT	Paris	440 000 €
2006	BLANC	Balnéorient	25 siècles de bain collectif (Proche-Orient, Égypte et Péninsule Arabique)	M.-F. Boussac	USR3439 MOM	Lyon	200 000 €
2006	BLANC	CELTECOPHYS	Recherches archéométriques sur l'économie de la gaule celtique	K. Gruel	UMR8546 AOROC	Paris	350 000 €
2006	BLANC	CORNAFRIQUE	Écrire l'histoire de la Corne de l'Afrique (XII ^e -XXI ^e s.)	B. Hirsch	UMR8171 Imaf-CEMAf	Paris	330 000 €
2006	BLANC	DORAI	Décors d'Orés dans les Arts de l'Islam	R. Chapoulie	UMR5060 IRAMAT	Bordeaux	180 000 €
2006	BLANC	EUPLOIA	Dynamiques de la Méditerranée antique : l'Asie Mineure du sud-ouest	P. Brun	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	280 000 €
2006	BLANC	ForagePierre	Transferts techniques en Méditerranée orientale durant l'Âge du Bronze	H. Procopiou	UMR7041 ArScAn	Paris	151 000 €
2006	BLANC	PFEMA	Une culture du Livre dans une société d'illettrés. Parler, figurer, écrire dans l'Europe médiévale	J.-Cl. Schmitt	Gahom - EHESS	Paris	100 000 €
2006	BLANC	PHOENIX	La culture en oasis au Moyen-Orient et en Égypte de l'âge du Bronze à l'époque islamique	M. Tengberg	UMR7209 AASPE	Paris	130 000 €
2006	JCJC	CAPE'TIENS	Les derniers Capétiens : valorisation des sources		UMR7302 CESC	Poitiers	90 000 €
2006	JCJC	DICHANSAL	Diplomatique, prosopographie et droit en Islam occidental. Les documents de la chancellerie almohade	P. Buresi	UMR8167 O&M	Paris	150 000 €
2006	JCJC	MESPERIPH	La Mésopotamie et sa périphérie : transmission d'une culture au Bronze récent	C. Roche	UMR5133 Archéorient	Lyon	100 000 €
2006	CORPUS	CORELPA	Corpus électronique des lettres des papes des XIII ^e et XIV ^e s.	J. Chiffolleau	UMR5648 CIHAM	Lyon	300 000 €
2006	CORPUS	ECLATS	Dion Cassius et l'historiographie fragmentaire de Rome	F. Hinard	EA	Paris	120 000 €
2006	CORPUS	LEPOR	Leges populi Romani. BdD sur les lois comitales du peuple romain	J.L. Ferrary	UMR8210 Anhima	Paris	115 000 €
2006	CONFLITS	CONFLIPOL	Conflits et construction du politique (XIII ^e -XIX ^e siècle)	L. Bourquin	EA	Rennes	115 000 €
2006	CONFLITS	CROISATARDIV	Les Croisades tardives. Conflits interconfessionnels et sentiments identitaires à la fin du Moyen Âge en Europe	D. Baloup	UMR5136 FRAMESPA	Toulouse	37 000 €
2006	CONFLITS	GUEROPE GAA	Guerre et violence dans les premières sociétés d'Europe	L. Baray	UMR5594 ArteHis	Dijon	200 000 €
2006	CONFLITS	Guerrespagne	Conflits et sociétés en Hispanie à l'époque de la conquête romaine	M. Navarro	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	190 000 €
2007	BLANC	ARTIFEX	Pompéi et l'histoire des techniques artisanales antiques	J.-. Brun	USR3133 Jean-Bérard	Naples	190 000 €
2007	BLANC	EAUMAGHREB	L'eau dans les villes de l'Afrique du Nord romaine et leur territoire	F. Baratte	UMR8167 O&M	Paris	380 000 €
2007	BLANC	EMA	L'enfant et la mort dans l'Antiquité : des pratiques funéraires à l'identité sociale	A. Hermary	UMR7299 CCJ	Aix-Marseille	300 000 €

Année	Appel	Acronyme	Intitulé	Coordinateur	Partenaire principal	Site	Montant
2007	BLANC	FructiMedhis	Dénrées et cultures nouvelles : perceptions et lectures croisées autour des fruits de la Méditerranée historique	A. Durand	UM7298 LA3M	Aix-Marseille	180 000 €
2007	BLANC	PERHAMO	Parfums et Résidus Huileux de la Méditerranée occidentale	D. Frère	UMR6258 CERHIO	Rennes	220 000 €
2007	JCJC	NOMISMA	Usage de la monnaie en Méditerranée orientale (V ^e -I ^{er} s. av. J.-C.)	M.-C. Marcellesi	UMR8167 O&M	Paris	100 000 €
2007	JCJC	PROGECESA	Prospection géophysique et étude des centres urbains de Syrie antique	Chr. Benech	UMR5133 Archéorient	Lyon	44 000 €
2007	CORPUS	Archibab	Archives babyloniennes (XX ^e -XVII ^e siècles)	D. Charpin	UMR7192 PROCLAC	Paris	170 000 €
2007	CORPUS	Bioarcheodat	Données et résultats de l'archéozoologie et de l'archéobotanique métropolitaines	J.-D. Vigne	UMR7209 AASPE	Paris	220 000 €
2007	CORPUS	Care	Corpus de l'Architecture religieuse européenne (IV ^e -X ^e siècles)	Chr. Sapin	UMR5594 ArteHis	Dijon	200 000 €
2007	CORPUS	Cenob	Corpus des énoncés des noms barbares	J.-D. Dubois	UMR8584 LEM	Paris	120 000 €
2007	CORPUS	Espace Khmer	L'espace khmer ancien : corpus numérique de données archéologiques et épigraphiques	P.-Y. Manguin	EFEO	Cambodge	250 000 €
2007	CORPUS	Espachar	Les espaces de la charte	B. Tock	EA ARCHE	Strasbourg	250 000 €
2007	CORPUS	Manno	Manuscrits notés en neumes en Occident	C. Massip	EA 4116	Paris	230 000 €
2007	CORPUS	Moneta	MONetA M(onnaie) O(uvrages de référence) Net (mise en ligne) A(ccès)	S. Estiot	UMR5189 Hisoma	Lyon	140 000 €
2007	CORPUS	Sourcencyme	Encyclopédies latines médiévales	I. Draelants	ERL7229 CMJS	Nancy	195 000 €
2007	FRAL	HLUDOWICUS	Le règne de Louis le Pieux et la transformation de l'Empire carolingien	Ph. Depreux	EA	Limoges	180 000 €
2007	FRAL	KELAINAI	Apamée Kibotos et sa région : une résidence royale en Phrygie	A. Ivantchik	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	245 000 €
2008	BLANC	ArchaeDyn	Dynamique spatiale des territoires de la Préhistoire au Moyen Âge	F. Favory	USR3124 MSHE	Besançon	290 000 €
2008	BLANC	ATON-3D	Étude des principaux édifices construits sous le règne d'Akhenaton	R. Vergnien	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	190 000 €
2008	BLANC	BIBLIFRAM	Les bibliothèques, matrices et représentations des identités de la France médiévale	A.M. Turcan	UPR841 IRHT	Paris	320 000 €
2008	BLANC	Entrepôts	Entrepôts et structures de stockage dans le monde gréco-romain antique	C. Virlouvet	UMR7299 CCJ	Aix-Marseille	320 000 €
2008	BLANC	OMNIA	Outils et Méthodes Numériques pour l'Analyse des textes médiolatins	O. Guyotjeannin	UPR841 IRHT	Paris	230 000 €
2008	JCJC	VIGMA	Vivre, Grandir et Mourir dans l'Antiquité. Rites de passage individuels au Proche-Orient ancien	A. Mouton	UMR7044 Archimede	Strasbourg	160 000 €
2008	FRAL	AEGIDIANA	L'abbaye Saint-Gilles-du-Gard. Recherches d'archéologie du bâti	A. Hartmann	UMR7298 LA3M	Aix-Marseille	
2008	FRAL	Early Petra	Aux origines d'un royaume arabe dans l'Orient hellénisé	M. Mouton	UMR7041 ArScAn	Paris	219 000 €
2008	GOUVERN	GOUVAREN	Gouverner par l'enquête au Moyen Âge	Laure Verdon	UMR7303 TELEMME	Aix-Marseille	150 000 €
2008	COMM	ECCECOMMS	Échanges culturels et Communication en Syrie du nord romaine	C. Abadie-Reynal	UMR5189 Hisoma	Lyon	220 000 €
2008	CREATION	CAIM	Culture antique et invention de la modernité	A. Rouveret	UMR7041 ARSCAN	Paris	280 000 €
2009	BLANC	CREAMYTHALEX	Le mythe d'Alexandre le Grand dans les littératures européennes (XII ^e -XVI ^e s.)	C. Gaullier-Bougassas	USR3185 MESHS	Lille	90 000 €
2009	BLANC	FAHMA	Filière de l'argent au haut Moyen Âge	M. Bompaire	UMR5060 IRAMAT	Orléans	220 000 €
2009	BLANC	Modelespace	Modélisation spatiale des sources du prélèvement foncier préindustriel	Fl. Hautefeuille	UMR FRAMESPA	Toulouse	140 000 €
2009	BLANC	ORAG	Ornementation architecturale des Gaules	D. Tardy	USR3155 IRAA	Aix-Marseille	340 000 €
2009	BLANC	PALEOMED	Géoarchéologie des paléo-environnements des ports antiques en Méditerranée	Chr. Morange	UMR7330 CEREGE	Aix-Marseille	320 000 €
2009	BLANC	SYRAB	L'écrit dans la formation des identités en monde syriaque et arabe III ^e -VII ^e siècle	Fr. Briquel-Chatonnet	UMR8167 O&M	Paris	275 000 €
2009	JCJC	OASIS	El-Deir, une oasis dans la Grande Oasis: de l'époque pharaonique à l'époque chrétienne	G. Tallet	Gerhico-Cerhilim	Limoges	170 000 €
2009	JCJC	PRISME	Pratiques Rituelles et Symboliques en Méditerranée protohistorique nord-occidentale	R. Roure	UMR5140 ASM	Montpellier	120 000 €
2009	RPDOC	Pont-Euxin	Géo archéologie des cités grecques du sud et de l'ouest de la Mer Noire	A. Baralis	UMR7299 CCJ	Aix-Marseille	570 000 €

Année	Appel	Acronyme	Intitulé	Coordinateur	Partenaire principal	Site	Montant
2009	FRAL	ANCIENT KURA	Cultures anciennes du Sud Caucase du 6 ^e au 3 ^e millénaire	B. Lyonnet	UMR7192 PROCLAC	Paris	
2009	FRAL	BADIYAH	Villes circulaires du III ^e millénaire av. J.-C. dans les marges arides de Syrie	C. Castel	UMR5133 Archéorient	Lyon	
2009	FRAL	TERRITORIUM	Espace et politique dans les royaumes francs et postcarolingiens	G. Bühner-Thierry	EA ACP-UPEM	Paris	
2009	SOC	MEDIAN	Les sociétés méditerranéennes et l'océan Indien	D. Marcotte		Reims	
2010	BLANC	AdriAtlas	Atlas informatisé de l'Adriatique antique	Fr. Tassaux	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	270 000 €
2010	BLANC	ARCHIBAB-2	Archives babyloniennes (XX ^e -XVII ^e siècles av. J.-C.)	D. Charpin	UMR7192 PROCLAC	Paris	275 000 €
2010	BLANC	BIBLINDEX	Index en ligne des citations bibliques dans la littérature de l'Antiquité et du Moyen Âge	L. Mellerin	UMR5189 Hisoma	Lyon	330 000 €
2010	BLANC	EXSUDARCH	EXSUDats et goudrons végétaux ARCHéologiques : chimie, fabrication et utilisations	M. Regert	UMR7264 CEPAM	Nice	240 000 €
2010	BLANC	GEMMA	Genèse médiévale d'une méthode administrative (sud-est de la France XIII ^e -XV ^e s.)	A. Jamme	UMR5648 Ciham	Lyon	230 000 €
2010	BLANC	PaléoSyr	Paléoenvironnements et occupation du sol en Syrie occidentale durant l'Holocène	B. Geyer	UMR5133 Archéorient	Lyon	320 000 €
2010	BLANC	PAVAGE	Le pont d'Avignon : archéologie, histoire, géomorphologie	M. Berthelot	UMR7298 LA3M	Aix-Marseille	330 000 €
2010	JCJC	MAGHRIBADITE	Le kharijisme ibadite dans le Maghreb médiéval (VIII ^e -XIII ^e siècles)	C. Aillet	UMR5648 Ciham	Lyon	130 000 €
2010	FRAL	CERAMALEX	Ancient pottery in Alexandria	J.-Y. Empereur	USR3134 CEAlex	Egypte	300 000 €
2010	FRAL	CIPIA	Circulation des produits sidérurgiques aux Âges du Fer de l'est de la France et du sud de l'Allemagne	Ph. Dillmann	UMR5060 Iramat	Belfort	360 000 €
2010	FRAL	CORANICA	Du contexte au texte. Collecte de matériaux et recherches pour une histoire du texte coranique	Ch. Robin	UMR8167 O&M	Paris	
2010	FRAL	HIGEOMES	La géographie historique de la Haute-Mésopotamie du II ^e millénaire av. J.-C.	N. Ziegler	UMR7192 PROCLAC	Paris	210 000 €
2010	FRAL	Xanthiaca	Poleis, sanctuaires et territoires dans la vallée du Xanthe	J. des Courtils	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	350 000 €
2010	ESPACE	DETROIT	Le détroit de Gibraltar, à la croisée des mers et des continents	D. Baloup	Casa de Velazquez	Madrid	360 000 €
2010	ESPACE	DIKIDA	Du DIKtè au mont IDA : Territoires en Crète XIV ^e -VI ^e s. av. J.-C.	D. Lefevre-Novaro	UMR7044 Archimede	Strasbourg	340 000 €
2010	CREATION 2	ARACHNE	Méthode critique de l'histoire de la Tapisserie	P. Bertrand	EA	Bordeaux	340 000 €
2010	CREATION 2	MMSC	Musique et musiciens dans les Saintes-Chapelles XIII ^e -XVIII ^e	D. Fiala	UMR7323 CESR	Tours	210 000 €
2010	CREATION 2	ToucherCréer	Rôle de la perception tactile dans le processus de création en protohistoire	H. Procopiou	UMR7041 ARSCAN	Paris	240 000 €
2011	BLANC	DIONEIA	Lire Cassius Dion	V. Fromentin	UMR5607 Ausonius	Bordeaux	215 000 €
2011	BLANC	MUSICONIS	Représentations du son au Moyen Âge	Fr. Billiet	EA PLM	Paris	300 000 €
2011	BLANC	MSFIMA	Les Mille et une nuits : sources et fonctions dans l'Islam médiéval arabe	A. Chraïbi	Inalco	Paris	230 000 €
2011	BLANC	MINEMET	Production d'or et d'étain dans l'Occident protohistorique et antique	B. Cauuet	UMR5608 TRACES	Toulouse	300 000 €
2011	JCJC	POLTEVERE	Paléopollutions dans le delta du Tibre	J.Ph. Goiran	UMR5133 Archéorient	Lyon	130 000 €
2011	FRAL	Epistola	La lettre en Péninsule ibérique et dans l'Occident latin (IV ^e -XI ^e siècles)	Th. Deswarte	UMR7302 CESCUM	Poitiers	340 000 €
2011	FRAL	ROXIANA	Du bassin de l'Oxus à la vallée de l'Indus durant la protohistoire	H.-P. Francfort	UMR7041 ARSCAN	Paris	380 000 €
2011	FRAL	West Hallstatt Gold	Rethinking Earliest Celtic Gold in the West Hallstatt Culture	B. Armbruster	UMR5608 TRACES	Toulouse	240 000 €
2011	CHORUS	REFEMA	Economic role of women in Ancient Mesopotamia	F. Joannès	UMR7041 ARSCAN	Paris	100 000 €
2012	BLANC	ENPRESA	Entreprise, Négoce et Production en Europe (XIV ^e -XVII ^e s.). La compagnie Salviati	M. Arnoux	EA 337 Université Paris Diderot	Paris	343 700 €
2012	BLANC	E-PIGRAMME	Édition numérique des inscriptions grecques du Louvre	M. Brunet	UMR5189 Hisoma	Lyon	250 000 €
2012	BLANC	MAGI	Archéologie des offrandes funéraires de produits biologiques (Gaule-Italie VI ^e s. -I ^{er} s. AD)	D. Frère	UMR8546 AOROC	Paris	280 000 €

Année	Appel	Acronyme	Intitulé	Coordinateur	Partenaire principal	Site	Montant
2012	BLANC	MARGEC	La vie matérielle des couvents mendiants en Europe centrale	M.-M. de Cevins	UMR6258 CERHIO	Rennes	216 400 €
2012	JCJC	JEANVI	Jean VI Cantacuzène (ca 1295-1383) : Byzance entre Islam et Occident	O. Delouis	UMR8167 O&M	Paris	108 000 €
2012	JCJC	ORIMIL	La culture du millet dans le Caucase pré- et proto-historique	E. Herscher	UMR7269 Lampea	Aix-Marseille	200 000 €
2012	JCJC	GLOBALKITES	Stratégies d'adaptation et régulations bioéconomiques en milieu fragile	R. Crassard	UMR5133 Archéorient	Lyon	150 000 €
2012	FRAL	EIKON	La vie des portraits grecs	Fr. Queyrel	UMR8546 AOROC	Paris	198 000 €
2012	FRAL	Kura in Motion	Hommes, plantes et animaux dans la vallée de la Kura, 6 ^e -3 ^e millénaires BCE	B. Lyonnet	UMR7192 PROCLAC	Paris	400 000 €
2012	FRAL	MINES	Origines et développement des industries minières au Caucase	C. Marro	UMR5133 Archéorient	Lyon	378 000 €
2012	CULT	POMEDOR	Populations, poteries et alimentation en Méditerranée orientale médiévale	Y. Waksman	UMR5138 Archéométrie et Archéologie	Lyon	400 000 €
2012	CORPUS	CHARCIS	Chartes cisterciennes du XII ^e siècle	B. Tock	EA ARCHE	Strasbourg	256 000 €
2012	CORPUS	CTESIPHON	Corpus de textes et de Sources sur l'Iran au VI ^e siècle	Chr. Jullien	Mondes iranien et indien UMR7528	Paris	130 000 €
2012	CORPUS	DEPOMETAL	Dépôts non funéraires métalliques - France, fin IV ^e mill.-fin I ^{er} s. a.C.	P. Brun	UMR8215 Trajectoires	Paris	252 500 €
2012	CORPUS	I-STAMBOUL	Réseau numérique pour l'histoire des bibliothèques grecques d'Istanbul	A. Binggeli	UPR841 IRHT	Paris	264 000 €
2012	SOC&ENV	GEOMAR	Gestion de la ressource en Eau dans l'Orient Méditerranéen : Alexandrie et son réseau hydrographique	D. Kaniewski	ECOLAB UMR 5245	Toulouse	577 000 €
2013	BLANC	ALIENTO	Analyse Linguistique Interculturelle d'énoncés sapientiels et de leur Transmission de l'Orient à l'Occident	M.S. Ortola	USR3261 MSH-L	Nancy	240 000 €
2013	BLANC	EUROPANGE	Les processus de rassemblements politiques : l'exemple de l'Europe angevine (XIII ^e -XV ^e siècles)	Th. Pécourt	UMR8584 LEM-CERCOR	Saint-Etienne	320 000 €
2013	JCJC	SIDERENT	SIDERurgie et ENvironnement au Togo	C. Robion	UMR5608 TRACES	Toulouse	150 000 €
2013	JCJC	TOUAT	Le Touat à la croisée des routes sahariennes (XIII ^e -XVIII ^e)	E. Voguet	UPR841 IRHT	Paris	108 500 €
2013	JCJC	VESUVIA	Société et Urbanisme d'une Ville de l'Italie Antique	A. Dardenay	UMR5608 TRACES	Toulouse	150 000 €
2013	CORPUS	ORIFLAMMS	Recherche en ontologie, Descripteurs d'images, Analyse des formes et lettres des écritures médiévales multilingues	D. Stutzmann	UPR841 IRHT	Paris	241 000 €
2013	FRAL	ARCHEOSTRAITS	Espaces protohistoriques du détroit de Gibraltar	P. Moret	UMR5608 TRACES	Toulouse	210 000 €
2013	FRAL	NEKROPERGEOL	Des tumulus royaux aux nécropoles urbaines à Pergame et en Éolide à l'époque hellénistique	St. Verger	UMR8546 AOROC	Paris	302 000 €
2013	FRAL	NIED'ARC5	La nécropole de Niedernai et le V ^e siècle dans la région du Rhin supérieur	E. Wirbelauer	UMR7044 Archimede	Strasbourg	239 000 €
2013	FRAL	TEXTELSEM	Modéliser la géographie historique de la Mésopotamie du nord du 2 ^e mill. av. J.-C.	N. Ziegler	UMR7192 PROCLAC	Paris	321 000 €
2013	CULT	CAECINA	Contacts et Acculturation dans l'Etrurie Classique	V. Jolivet	UMR8546 AOROC	Paris	272 760 €
2013	CULT	POCRAM	Pouvoir politique et Conversion Religieuse de l'Antiquité à l'époque Moderne	I. Pouttrin	EA4392 CRHEC	Paris	185 000 €

26 348 860 €